

La Gueule ouverte

Hebdomadaire n°308 du 16 avril 1980

France 6F / Suisse 2,50FS / Belgique 47FB



Grève du métro **LE
MANCHE
A BALAI
NE
REPOND
PLUS**

Ecoutez la différence !

Sortant de la grisaille de l'hiver le monde hertzien se prépare au printemps. De tous côtés, on s'affaire. Les radios libres réémettent, sortent de la clandestinité, le pouvoir lui-même met sur pied un nouveau projet.

Portant le label de la démocratie avancée menée par notre ministère de la culture et de la communication, en la personne de M. Lecat, ce projet tente de donner une réponse à ce gigantesque besoin que représente l'expression et l'information à travers les ondes. Mis à jour, par la formidable éclosion des radios libres depuis maintenant près de trois ans, le giscardisme libéral y apporte une bien piètre réponse : brouillages, inculpations, saisies, amendes, en constituent les termes.

Maintenant plus habile, celui-ci tente une nouvelle opération politique. Mettre en place des radios locales à public déterminé, sous contrôle de l'Etat (Lille, Paris, Mayenne...). Mais désamorcer cette bombe hertzienne qui flotte au-dessus de notre pays, risque d'être pour lui très périlleux.

Les Parisiens et les Parisiennes, une nouvelle fois auront plus de chance que nos ami(e)s de province,

puisque c'est dans le ciel de Paris que semble se dresser ce numéro de voltige hertzien entre Radio Paris 80 et Radio 7, radio qui se veut être la radio des jeunes et du disco sur région parisienne. Ressortie des tiroirs, ce projet vieux de plus d'un an, abandonné dès 79, devient le fer de lance de l'opération du printemps de Lecat sur Paris, appuyé par Giscard lui-même qui en annonce la création pour juin 80 !

Mais qu'est-ce qui fait donc courir le pouvoir à ce point ? Serait-ce cette radio qui fort de ses cent animateurs, de ses cinq heures d'émissions quotidiennes, de ses nouveaux studios, de son matériel de plus en plus perfectionné, peut aujourd'hui offrir à ses milliers d'auditeurs la clef des champs hertziens.

Et bien oui, nous lançons le défi à Giscard. Face à Radio 7, que les auditeurs puissent écouter la différence. A moins que brouillée, saisie, arrêtée, inculpée, Radio Paris 80 ne se taise en ces jours de printemps. Alors Radio 7, construite sur les cendres d'une véritable radio libre parisienne, montrera son vrai visage, celui de l'aseptie et de la répression.

Pour le droit à écouter la différence avec Radio Paris 80.

Pour Paris 80,
Département Programmation
Sylvain Ricci

Voir page 3

Curieux contraste que l'on peut constater aujourd'hui dans le métro parisien, où nos ordures côtoient une technologie annonçant l'aube du 21ème siècle - pilotage automatique, poinçonneuses électroniques, portillons-guillotines, gestion de la circulation des rames par ordinateur -.

La crasse et les ordures s'entassent dans les couloirs, car 900 balayeurs ont quitté leur balai. C'est dommage, la RATP n'a pas encore pu robotiser le nettoyage du métro. Alors, quand elle ne peut pas remplacer les hommes par des machines elle «sous-traite». Elle a donc refile tous les services de nettoyage à des boîtes privées qui embauchent directement les balayeurs.

Elle se lave ainsi les mains, des bas salaires et des mauvaises conditions de travail. Comme par hasard ces balayeurs sont des arabes et des noirs, comme quoi la loi Bonnet-Stoléru doit tenir compte
(suite page 2)

sommaire

P.3 «Allo, maman, radio !» *mouvance.*

P.4 Gaspillage antinucléaire

P.5 Sakharov à la rescousse du nucléaire. *Ecolo-cirque.*

P.6 CLE, MERA, MIDEP et ... les autres.

A la découverte de la

ploucs.

Pierres vives.

Les nouveaux

Désobéissance civile.
Affaire Laniez. «Le Pont».

Terrain.

Subversion du futur.

suite de la page 1

d'un quota de travailleurs immigrés, afin d'assurer les emplois les plus pénibles, nécessaires au développement du capitalisme sauvage, car sans exploitation des travailleurs immigrés et du Tiers-Monde ce développement serait compromis.

Les terminologies ont beau les différencier : patronat, capitalisme, technocratie se confondent et leur seul choix est d'exploiter une main d'oeuvre immigrée ou investir dans un matériel qui remplace les hommes.

A moins qu'un jour les hommes ne deviennent que les ersatz de machine.



On ne rigole plus. On manque d'argent. Vous avez souscrit (un peu), vous vous êtes abonnés. Il ne faut pas croire pour autant qu'on est tiré d'affaire. Il ne rentre pas assez de fric chaque semaine. Vous devez abonner vos amis (es), vos parents, vos grands-parents, vos arrières grands-parents et j'en passe, sans doute les meilleurs.

A vous de voir mais faites vite !

Je souscris un abonnement
un réabonnement

à LA GUEULE OUVERTE

pour une période de

Nom et prénom

Habitant n° rue

Commune

Code postal (8 chiffres)

(pour un réabonnement) le numéro F/A figurant à la droite de ma bande d'expédition est

La Gueule Ouverte est un hebdomadaire extraordinaire, nouveau, intéressant... mais trop peu de gens s'en sont aperçus. C'est à vous de leur faire remarquer.

Nous faisons parti du patrimoine mondial de la révolution. Les années 80 seront celles de la Gueule Ouverte ou ne seront pas.

Du fric, du fric, du fric...

RENTREE SEMAINE DU 8 AU 12 AVRIL

Mardi 8	1570	3350
Mercredi 9	2500	650
Jeudi 10	1685	75
Vendredi 11		
Samedi 12	785	200
total	6580	4275

Il manque 3500F d'abonnement et 1000F de soutien.

1 AN (82 N°) : 360F ; 6 MOIS (26 N°) : 140F ; 3 MOIS (13 N°) : 75F

(Abonnement pour l'étranger sur demande).

Chèque bancaire ou postal à l'ordre de Danielle Fournier, 163 rue du Chevaleret, 75013 Paris.

J'abonne également pour une période de

Nom et prénom

Habitant n° rue

Commune

Code postal (8 chiffres)

Ci-joint un chèque ou mandat de F à l'ordre des Editions Patatras.

Adresser toute correspondance ou réclamation concernant les abonnements à Isabelle Gabut, service abonnements, La Gueule Ouverte, 163 rue du Chevaleret, 75 013 Paris.

Nogent suite et fin?

Le 5 avril, place de l'Hôtel de Ville de Troyes, 150 personnes se sont réunies pour protester contre le décret d'utilité publique pris le 29 mars 1980 par le Conseil d'Etat suivi par le Premier ministre. Une préfet fictif vanta humoristiquement les mérites de la politique énergétique française et ceux de la centrale atomique de Nogent en

particulier.

Il remercia les douze avis favorables exprimés lors de l'enquête d'utilité publique d'avoir été plus entendus que les 44 000 signatures opposées au projet, et se félicita de la parution au Journal Officiel de ce décret, bafouant tous les fondements de la démocratie. Un repré-

sentant d'EDF, encore plus fantôme que le premier déclama le sketch (les centrales nucléaires). Puis, après ces brillantes interventions, la rue de la République fut débaptisée et une plaque « rue de l'enterrement de la démocratie, 29 mars 1980 » remplaça la première. Les « officiels » déposèrent une gerbe et l'assistance observa une

minute de silence. Les Amis de la Terre de l'Aube, à l'initiative de cette action symbolique voulait ainsi montrer à la population indifférente depuis trop longtemps au projet de Nogent-sur-Seine que la démocratie française se fissurait à la même vitesse que les centrales et cela du fait même de ces dernières. L'Etat a dévoilé encore sa face cachée avec ce décret autorisant la construction de la centrale de Nogent en dépit des 44 000 avis défavorables contre 12 acceptant le projet. Les Aulois vont-ils laisser encore longtemps ce pouvoir technocratique bafouer leur volonté ?

Il serait souhaitable que par cette action, la dynamique créée avec les

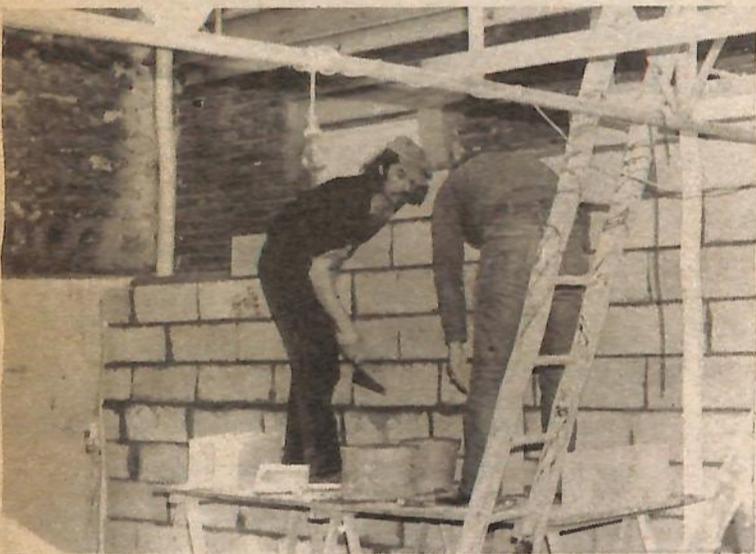
partenaires sociaux (partis, syndicats...) lors de la campagne de la pétition nationale reprenne vie afin que la lutte anti-nucléaire autour du projet de Nogent connaisse un nouvel essor. Car la construction devra durer plusieurs années et la démobilisation ne doit pas se faire sur la parution d'un décret d'utilité publique.

La population va peut-être enfin réagir, à l'image de nos amis bretons, et prendre conscience que le programme nucléaire français engendre un nouvel ordre anti-démocratique qu'elle ne souhaite sûrement pas.

Pascal
(à la machine : Jacqueline)

paris 80

Radio Paris 80, est depuis un mois le voisin de palier de la GO. Quelques fois aussi, des copains, des collaborateurs du journal (et vice-versa). C'est surtout la première radio libre non clandestine à Paris.



calendrier

Vacances de Pâques : programme minimum / construction du studio / nouvelle grille de programmation / déclaration juridique.

15.4 : Emission spéciale Ecologie.

16.4 : débat de la nouvelle grille / Henri Noguères, président de la Ligue des Droits de l'Homme.

26.4 : première nuit du cinéma Paris 80 (dessins animés) à l'Eldorado.

26-27.4 : réunion nationale de l'Initiative de la Fédération des Radios Libres, Tours.

23.4 : émission spéciale désarmement.

1.5 : envoi d'une délégation au Congrès des écologistes à Lyon.

1.5 : R.D.L., lancement de Radio Darbey en Lutte.

7.5 : Débat à la F.N.A.C. avec des journaux de quartier (Forum des Halles).

10.5 : Concert Paris 80 au Bataclan avec Sapho et ?

25.5 : Paris 80 affrète un train pour Plogoff.

1.6 : le match est engagé : Paris 80/Radio 7 — lancement de Radio 7 (Radio Jeunes de Giscard).

Au 163 rue du Chevaleret, ça sent la radio libre - parfum indéfinissable mais garanti pour faire sauter les répressions et le monopole. Au deuxième étage, nous : Radio Paris 80 dans un studio de pacotille sous les combles avec un matos de bricole ; c'est là qu'un collectif non qualifiable mais hautement qualifié se démène pour qu'il n'y ait plus de murs dans vos oreilles.

Comment ça se passe ? Dans le rythme speedé de belles journées printanières, comme les oiseaux qui font leur nid, nous ancrons la libre expression à coups de rue, de gueule, de téléphone ; dans les tranches, la musique et l'incroyable.

Tu entres au 163. En face un dépôt de bouffe bio ; à gauche une grande maison où deux mondes coexistent avec des rythmes totalement différents, - moi, ça me décroche le mental, ces différences de niveau ! - Radio Paris 80 et la GO occupent le 1er et 2ème étage. Ecoovie est au rez-de-chaussée : odeurs persistantes de bouffe bio. Restau végétalien, stages de toutes sortes : ici on mute tous azimuts.

SPEED

Bon. Nous on est au deuxième, donc. Escaliers étroits et sans lumière, en colimaçon en plus. Tu reconnais les gens à la vitesse dans les escaliers ; nous, on descend et on remonte ça en 4ème tout en préparant une tranche horaire de la nouvelle grille et ça malgré les bouchons causés par les grands écoviens cools et flottants du bas qui conspirent on ne sait quel stratagème pour la prochaine nouvelle lune ou le transport de la farine bio T 110 et qui ne nous voient même pas débouler. Deux rythmes je t'dis. C'est assez planant d'ailleurs. Tiens voilà Patrick toujours speedé même qu'il arrive pas à tout articuler et qu'il s'essouffle en parlant, qui monte quatre à quatre le colimaçon avec son petit chapeau ska sur la tête («Pardon, pardon»), tagada tagada. Jean redescend, même allure, même vitesse. Les écoviens comme de grandes chauve-souris du secondaire n'ont perçu que le vent de la course. Ooohhh...

Donc, t'arrives au 2ème, il est 16 heures. Y'a encore peu de monde. Dans le petit studio vide flottent encore les vibs de la soirée de la veille parmi les casques abandonnés, les fils qui se baladent, les papiers griffonnés, les cendriers remplis. Qui ne fait pas le ménage ici ? Marc bricole le minicassette Philips qui s'est coincé as usual. Au mur des affiches et des organigrammes

de plus en plus précis : On a téléphoné à Sapho et Higelin. Sapho est d'accord, Higelin on sait pas. Faut rappeler ». Rappeler le Bataclan aussi. On organise un super concert le 10 mai. Faut préparer le lancement.

PARANO

Sur le palier sombre et étroit comme il se doit, Jean négocie durement une interview avec les Sonacotra, 3 mecs et une nana donnent la réplique dans l'ombre. 17h. Ça y est, la machine s'est remise en route. Jusqu'à 22h, ça va tourner à 200 à l'heure dans 10 m2 et avec une seule ligne téléphonique. Thomas, solide et juvénile, arrive avec sa cassette du jour et son sourire jusqu'aux oreilles. Le téléphone sonne. «Merde faut que je rappelle Higelin». «La radio au téléphone» ; ça gueule dans l'escalier. «Ça va, ça va», Marc décroche. Tu parles ! Une ligne pour un journal et une radio, t'as déjà vu ça, toi ? Surtout que Radio Paris 80 tout à l'étroit dans son petit studio sous les toits reçoit beaucoup d'appels de son vaste public indéterminé qui participe un max. Ça sonne encore. Je décroche. On est 2 sur la ligne. C'est pour qui ? Adrénaline de Radio Paris 80. C'est moi ? C'est toi ? Ouais. La GO raccroche. Et c'est comme ça tout le temps !

17h30. Le studio se remplit. Des gens arrivent, anonymes et surpris, se fondent dans le mur et regardent les affiches, les fils partout, — surprenant que personne ne se soit encore étalé rien de cassé ? Non, ça va bien, merci, et l'émetteur, unique objet de notre parano. Ça y est, c'est l'effervescence : les copains des radios libres baillonnées arrivent pour le quart d'heure qui leur est consacré : Radio Méandre, Radio Trottoir, Radio Crapaud et même Radio Minneapolis qui est venu des States. Sylvain essoufflé fait irruption en plein flip, «Les flics ! » «Quoi ?? » «Ouais, un bagnole pas cool dans la rue. Sûrement des flics- y viennent ici, c'est sûr». Halètement de Sylvain. Stupeur. Réaction : planquer l'émetteur. Parano débile, mais on est conditionné. Joseph planque l'émetteur. On part aux nouvelles. Les flics n'arrivent pas, la bagnole c'est une bagnole, quoi ! Déconne Sylvain. Remette l'émetteur. L'émission va commencer. Joseph s'est tiré. On retrouve pas l'émetteur. C'est pas vrai notre vie musclée de casseurs obstinés de monopole venez donc nous voir. Plus on est de folles... Salut.

Le studio plein de fumée. Je supporte pas, ça pue. 18h. Le personnel est au complet. S'agit plus de rigoler. On va commencer à émettre. Les 3 départements se réunissent chacun dans un coin du studio : d'un côté les technicos qui préparent techniquement les émissions, d'un autre, les coordinateurs du département Programmation qui envoient leurs équipes de reportage partout où ça chauffe et enfin la Gestion qui se défonce à organiser dans cette galère enchantée un nuit de cinéma, un concert au Bataclan, de lancer des souscriptions, des abonnements et de contacter, ici, là, partout. «On va émettre, sortez». Les équipes sortent et continue de bosser sur le palier. Des gens ont filé 2000 balles au collectif. «On va pouvoir acheter 200 parpaings» dit Bruno du département Construction qui se coltine parpaing après parpaing le mur du nouveau superstudio de R.P.80. Attention les yeux. C'est du joli travail. Entre deux interviews, on manie la pelle et la truelle. Abolir les spécialisations : on est super et ça se saura.

COOL

«Chut, on émet» gueule Marc. Dominique, blonde et l'air comme ça un peu snob arrive avec des paillettes sur ses joues roses pour le journal de 20h. Traitement de l'information. On épluche les dépêches de l'AFP qui arrivent portées par des cigognes complices. On focalise sur l'autre face de l'actualité. Le casque sur les oreilles et c'est parti. «Silence» gueule Bruno mignon avec du ciment dans les cheveux, imperturbable, même quand Dominique a failli s'étrangler avec son casque.

La musique passe bien maintenant qu'on a un nouveau saphir au lieu de la bêche qui a complètement bousillé mon disque des Floyd. Pisani, l'invité arrive. Chaise, micro. Et Viveret, rédacteur en chef de la revue «Faire». Interview. Super. Patrick se frotte les mains. Tout tourne rond. Les auditeurs téléphonent. Les platines ronronnent, les paroles s'envolent et même on entend les coups de marteau de Bruno : «C'est ce qui s'appelle passer du dire au faire», lance Viveret bien branché.

22h. S'éteint le dernier chuchotement de Berceuse. On se retrouve tous KO mais contents pour la dernière conférence et puis au dodo petits frères. Et puis si vous voulez en savoir plus sur notre vie musclée de casseurs obstinés de monopole venez donc nous voir. Plus on est de folles... Salut.

Adrénaline RP 80

La Gueule Ouverte n°308 du 16 avril 1980 3



Radio Paris 80
163 rue du chevaleret
75013 Paris

abonnement
- 1 an: 50Frs
- soutien: 100Frs

nom:
prénom:
adresse:

Radio Paris 80
163 rue du chevaleret
75013 Paris

abonnement
- 1 an: 50Frs
- soutien: 100Frs

nom:
prénom:
adresse:

numéro de carte:

chèque à établir
à l'ordre de:
Ricci CCP 1144105 Y
Centre Paris

GASPILLAGE ANTI-NUCLEAIRE

Le mouvement antinucléaire est bien bizarre : presque mort après Malville, encore incapable de réaction après l'accident de Harrisburg, voilà qu'il refait surface partout !

La pétition nationale signée en juin 79 est pour une grande part dans ce renouveau (affaire des fissures, intérêt de la presse), mais le mouvement hésite à s'engager dans la voie de la construction d'une force large contre le nucléaire. Nous risquons de nous retrouver dans la même impasse qu'il y a trois ans.

Les composantes du mouvement ont chacune leur stratégie propre et fonctionnent indépendamment les unes des autres quand elles ne s'excluent pas.

Deux niveaux d'échec apparaissent déjà : les militants engagés dans la pétition se sont montrés incapables d'utiliser celle-ci pour trouver des débouchés aux luttes de site (Golfech, Plogoff).

— la pétition se termine en queue de poisson. Mi-mars, les Amis de la Terre proposent aux autres organisations que les 500 000 signatures rassemblées soient remises au Comité de Défense de Plogoff afin d'être portées ensuite à l'Elysée. Un accord est trouvé le 29 mars sur la base suivante : il sera organisé à Paris le 10 mai une manifestation avec les militants venus de tous les sites installer des mairies annexes au pied de la Tour Eiffel pour protester contre le programme nucléaire et la façon dont il est imposé. Est également proposé de faire monter des élus (Plogoff, Golfech,...). Avec les pétitions seraient donc portées à l'Elysée une délibération de ces élus condamnant la farce que constitue la procédure d'utilité publique.

Eh bien, cette manifestation n'aura pas lieu. Lors d'un meeting à Paris le 29 mars destiné à faire le point sur la campagne nationale, il n'y a que 100 personnes dans la salle : 60 militants CFDT, 6 des

Amis de la Terre, et 2 du PS ! La CFDT et le PSU favorables à cette initiative se retrouvant seuls avec un potentiel de mobilisation insuffisant, sans soutien des Amis de la Terre se résignent à annuler la manifestation prévue.

Il faut accepter l'amère réalité : les antinucléaires, y compris les Amis de la Terre sont incapables de dynamiser un mouvement d'opposition au programme nucléaire.

Luttes de site

Les militants qui luttent sur le terrain continuent de faire croire que le gouvernement va renoncer au programme nucléaire face à une manifestation de quelque ampleur et qu'ils peuvent se dispenser d'élargir la lutte et d'obtenir le soutien d'organisations syndicales ou politiques. On connaît pourtant le comportement du pouvoir : il ignore, puis il cogne.

La forte mobilisation existant actuellement à Plogoff ne parvient guère à s'étendre et on voit mal comment le gouvernement pourra être acculé à remettre en cause son programme ; il va temporiser, revenir et au besoin, choisir un autre site.

Il reste les jusqu'au-boutistes qui prennent leur isolement pour une preuve de pureté anti-nucléaire. Les organisateurs de la manif de La Hague du 29 juin s'enferment dans le sectarisme en ex-

cluant les Amis de la Terre et la CFDT de l'organisation.

Trois dynamiques sans lien entre elles, sans perspectives communes. La manifestation proposée pour le 10 mai pouvait être un cadre unitaire, il n'en sera rien. On présentera bien vite la pétition comme un échec malgré les acquis énormes dans de nombreuses régions et l'importance du travail effectué avec la CFDT. La manifestation de La Hague risque au contraire de consacrer une rupture. Les perspectives sont sombres.

Mais les présidentielles arrivent

Un moyen de déblocage ? En effet, suite à la pétition, la question nucléaire va être sur la sellette.

Le Gouvernement lui-même va mettre un bémol à son programme. La surgénération pourrait être abandonnée moitié pour des raisons techniques moitié pour des raisons électorales. Le programme énergétique qui vient d'être annoncé fait beaucoup de nucléaire et un peu plus d'énergies nouvelles

Le P.S. de son côté fera suffisamment d'anti-nucléaire pour avoir les voix écologistes et suffisamment peu pour se garder une marge de manœuvre s'il parvient au pouvoir. Il va prendre quelques initiatives parlementaires pour montrer qu'il tient compte de la pétition. Il condamnera le surgénérateur, l'extension de la Hague, demandera des économies d'énergie, il aura d'ici un an à son actif, quelques réalisations en matière d'énergies nouvelles. Contrairement à ce que l'on pourrait croire, le PS suivra assez fidèlement la pétition, en un an le courant anti-nucléaire en son sein s'est fortement renforcé. Sans une position unie des antinucléaires et une pression soutenue, c'est lui qui risque d'apparaître comme crédible et tirer les marrons du feu. Compte tenu de l'approche des présidentielles, la structure de liaison nationale de la Pétition va être dissoute. Les candidats signataires de la pétition vont être nombreux : Rocard (?), Crépeau, Bouchardeau, Garaudy et les candidats écologistes. La stratégie du PS est donc assez complexe, il cherchera à apparaître le plus écolo possible.

La désunion des antinucléaires est donc grave. Créer une dyna-

mique nationale comme celle de la pétition est vital. Mais il faut savoir pousser ses partenaires à des engagements nets. Il faut imposer des échéances, être présents, les mouvements antinucléaires n'ont pas essayé.

Tout se passe comme si le mouvement se cachait les yeux, nous sommes dans une impasse, nous ne savons pas gagner. Les manifs ?, c'est insuffisant, les pétitions ? ; ça ne mobilise pas.

Les questions importantes restent ouvertes : avec quelles forces construire un rapport de force qui mette le Gouvernement au pied du mur ? Sommes-nous favorables à un référendum national sur l'énergie ? (ou des référendums régionaux). Au terme de quel processus l'obtenir et avec quelles garanties ? Quels autres moyens de trancher existent ?

La mobilisation autour de Plogoff et la diffusion de Plan Alter breton offrent un bon cadre pour exiger un référendum sur l'avenir énergétique de la Bretagne et obtenir enfin une confrontation claire sur un choix de société.

Si les écologistes ne répondent pas à ces questions et restent incapables d'obliger les forces politiques et syndicales à se prononcer, le mouvement antinucléaire se marginalisera pendant que d'autres se mettront d'accord sur des aménagements au programme. La force du mouvement réside uniquement dans sa capacité d'obtenir à partir de ses mobilisations une décision démocratique sur l'énergie. Le mouvement est divisé parce qu'il repousse sans cesse l'heure du choix.

A quand une réunion de toutes les composantes du mouvement antinucléaire (Coordination antinucléaire, PSU, Amis de la Terre, MEP, CFDT, GSIEN...).

Pierre Radane



Centrale de Chinon. (photo Civel).

Le 24 décembre 1977, Andrei Sakharov publiait en première page du *Monde* un éloquent «plaidoyer pour le nucléaire» :

«L'importance vitale d'un développement accéléré de l'énergie nucléaire est évidente : c'est dans les décennies à venir, le seul produit de remplacement du pétrole.

«... on sait que les réacteurs à neutrons rapides (les surgénérateurs) représentent une des solutions possibles. Ils sont déjà fort avancés sur le plan technique et sur le plan de la sécurité.

«... en ce qui concerne les vols de matière fissile dans les centrales nucléaires et leur utilisation pour la fabrication de bombes atomiques primitives, je pense que la probabilité de ces vols peut être réduite au minimum en prenant les mesures techniques et d'organisation nécessaires.

«... Le niveau de développement économique d'un pays, son indépendance économique, sont parmi les facteurs essentiels qui déterminent son indépendance politique et militaire... Le niveau de l'économie à son tour est déterminé par l'énergie, c'est à dire par l'utilisation du pétrole, du



Plogoff : 30.000 personnes à la marche sur le site, le 3 février. (photo V. Le Bears).



(photo V. Le Baars)

Sakharov à la rescousse du nucléaire

gaz et du charbon dans l'immédiat, de l'uranium et du thorium dans un proche avenir.

«... C'est pourquoi le développement de l'énergie nucléaire est l'une des conditions indispensables au maintien de l'indépendance économique et politique de chaque pays.

«... Si l'économie de l'Europe occidentale et du Japon continue à dépendre de manière substantielle des livraisons de combustibles fossiles de l'URSS et d'autres pays placés sous son influence, l'Occident vivra toujours sous la menace d'un arrêt des robinets.

«... L'URSS a toujours un intérêt politique à utiliser les difficultés énergétiques de l'Occident.

«... L'URSS inspire-t-elle l'actuelle campagne antinucléaire ? S'il en était ainsi, les préjugés antinucléaires et l'incompréhension de l'inévitabilité de l'ère nucléaire sont tellement répandus qu'il aurait suffi de quelques efforts insignifiants.

«... Il ne s'agit pas seulement de confort, ou du maintien de la «qualité de la vie». Il s'agit d'un problème plus capital, celui de l'indépendance politique et économique, celui du maintien de la liberté pour vos enfants et vos petits-enfants.»

Le raisonnement de Sakharov est construit sur trois affirmations. Un, la course à la croissance et aux besoins énergétiques est une priorité absolue. Deux, le nucléaire est la seule énergie valable dans l'avenir. Trois, l'Union Soviétique est la seule menace pour la liberté des peuples.

Donc, pour garantir l'indépendance politique de l'Ouest face à Moscou, il faudrait renforcer son indépendance énergétique grâce au nucléaire, et donc accepter les centrales et toutes leurs servitudes.

Ce qui revient, au nom de la liberté de l'Ouest, à y aggraver la puissance répressive des structures d'Etat type EDF ; c'est ce que Sakharov appelle discrètement «les mesures d'organisation nécessaires». Les gens de Plogoff ont fait l'expérience de ces «mesures d'organisation» ! Mais Sakharov nous propose seulement de relancer en Occident la course au productivisme et le chantage à l'énergie.

Pourtant, Sakharov s'est courageusement consacré à la lutte pour les «droits de l'homme» en Union Soviétique. La police le traque. Nous sommes solidaires de sa lutte, nous soutenons sa résistance au poids implacable du Parti-Etat.

Est-ce le même Sakharov, qui nous demande avec insistance de sacrifier au nucléaire ce qui nous reste de liberté ? Son plaidoyer pourrait être signé Boiteux, Marchais ou Barre, à quelques nuances près.

Nous respectons le combat des dissidents soviétiques. Ce n'est pas les dénigrer, que de constater qu'ils ne font qu'ébaucher à peine la critique du pouvoir d'Etat, tant dans leur propre pays que chez nous.

La liberté est indivisible, à l'Ouest comme à l'Est.

J.C.

Ça marche?

Une quinzaine d'organisations de la région Nord-Pas-de-Calais appellent à une marche du 1^{er} au 4 mai entre Lille et Gravelines.

Cette marche a pour objectifs de montrer aux populations les dangers politiques, économiques et écologiques du choix électro-nucléaire, de promouvoir les alternatives énergétiques qui peuvent être développées dès maintenant. Elle sera aussi l'occasion de soulever les problèmes de fonctionnement de la centrale de Gravelines.

Le départ est fixé à Lille, place Sébastopol, jeudi 1^{er} mai à 9 heures 30. La marche se déroulera comme suit :
Jeudi 1^{er} mai : Lille, Armentières, Steenwerck.
Vendredi 2 mai : Steenwerck, Bailleul, Hazebrouck, Cassel, Wormhout.
Samedi 3 mai : Wormhout, Bergues, Dunkerque.
Dimanche 4 mai : Dunkerque, Gravelines.
Des soirées-débats et une exposition sur les énergies nouvelles sont prévues dans chaque ville-étape.

Toutes les informations pratiques seront communiquées lors d'une réunion préparatoire qui aura lieu le mardi 29 avril à 20 heures à la Maison de la Nature de Lille, 23 rue Gosselet.
Pour tous renseignements : Marche Lille-Gravelines, B.P. 201, 59054 Roubaix, ou par téléphone à la M.N.E. (20) 52.12.02.

Organisations participantes : Mouvement pour une Alternative Non-Violente (MAN), Amis de la Terre (Lille, Calais, Dunkerque, Merville, Cambrai, Gohelle), Nord-Ecologie, Vallée de la Lys Nature, Groupe Louis Lecoq Dunkerque, P.S.U., Mouvement écologique nord.



Ami(e) de la Terre(e) luttant pour les transports en commun (Photo Arnaud Baumann).

Ecolo - cirque

Objectif Lyon :
*quatre jours pour réduire de moitié le nombre
des «candidats à la candidature»*

«... Ce n'est pas tellement que le nouveau Président fut un habitant de Plogoff qui étonna le plus les électeurs mais surtout qu'il partit

en vacances juste le lendemain des élections...»

(Tiré des Archives électorales 1981-1988)

Lyon, du 1^{er} au 4 mai. Extraordinaire coïncidence qui fera débiter le Congrès des Ecologistes avec la Fête du Travail ! Quelle bonne introduction !

Prélude significatif à quatre jours grandioses... car cela sera grandiose, n'en doutons pas ! Tout ce petit monde sera présent, pareille occasion ne se manque pas. Le grand «cirque vert» au complet... les dompteurs, les jongleurs, les funambules, même les clowns et les garçons de piste...

Il y aura les inamovibles «Décideurs» de la tribu des «Décidants» dans leur numéro favori «du meilleur texte politique» et les éternels «Dissidents» du groupe des «emmerdeurs» avec **motions à l'appui**; il y aura ceux qui veulent faire de l'écologie politique et ceux qui font de la politique grâce à l'écologie ; il y aura les «trois cents candidat (e)s et une dizaine de militants, les «rigolos» et les adeptes du catastrophisme. Sera-ce le Congrès de la **Réunification**, «de ceux, comme dirait Laurent Samuël, qui sont pour le bonheur contre le malheur...» ? Ce sera en tous cas le Rassemblement des

«Contre le tout nucléaire» avec les «Contre tout le nucléaire», ce qui promet de ne pas être triste au moment des discussions sur la **Stratégie**, lorsque les «Purs politiques» essayeront de négocier avec les «Durs», indépendants des partis politiques.

Il y aura les uns, Mouvement d'Ecologie Politique (MEP) qui veulent être l'**appareil d'expression publique du mouvement** et les autres, Amis de la Terre et «troisième collège» (les inorganisés !!!) qui ne veulent pas toujours limiter leurs associations à la «Pratique» sur le terrain. En clair les premiers souhaiteraient être le **PARTI**, les seconds ne tenant pas du tout à devenir le **SYNDICAT**.

Nous y voilà ! Le panorama est tracé, et le temps est clair, merci. Le débat est ouvert et les instances dirigeantes grognent de chaque côté. Ah si vous saviez...

Qu'à cela ne tienne : les Amis de la Terre (RAT) peuvent s'inscrire en masse au MEP pour la modique somme de 35F et le Mouvement d'Ecologie Politique (MEP) pourrait adhérer au RAT (Réseau des Amis de la Terre); c'est en général plus cher mais l'on y «mange bien». Pour ce qui est des «Inor-

ganisés» puis-je leur suggérer de garder leur «**appellation incontrôlée**» et d'inventer un **Réseau véritable** capable d'ici deux ou trois ans (tiens, par exemple juste à la veille des élections municipales !!!) d'amalgamer les deux organisations précédemment citées. Quant aux «Chefs» plus ou moins jaloux les uns des autres, ne serait-il pas temps du moins pour les célibataires des deux sexes de les marier entre eux, ce qui aurait le mérite de réduire de moitié les «Candidats à la candidature».

Trêve de plaisanteries ! L'enjeu de ces quatre journées lyonnaises est d'importance. C'est l'**Avenir du Mouvement**, et non, même si «les quand-dira-t-on» persistent à nous le téléphoner, les présidentielles. Si présidentielles il y a, elles ne seront qu'un moyen, voire une campagne : soit le moyen d'enterrer l'**Ecolo-schisme** et à plus long terme la disparition du Mouvement ; soit une campagne afin d'approfondir enfin sur le terrain, le papier et la scène politique l'**Ecologisme**. Au bout de ces quatre jours nous n'aurons pas de projet de société même si dans le meilleur des cas nous avons un(e) candidat(e) capable de le formuler.

Loïc Le Guénédal

La Gueule Ouverte n°308 du 16 avril 1980 5



Avant les Assises de Lyon, le MEP prend ses précautions (Photo X. Lambours).

I,2,3,4 MAI: LYON

Ouf ! Ce dimanche 13 avril à 19 heures, ça semble partir pas trop mal. Les lyonnais, représentés aujourd'hui par le dynamique Roger Masson et l'efficace Pif-Paf ont fait sur place un bon boulot. Les Assises ne seront pas une partie de plaisir sous les frondaisons rhodaniennes : la date du 1er mai peu pratique et choisie tardivement ne permettait pas d'accomplir des prouesses d'accueil. Mais du moins pourra-t-on travailler : la salle de la Mutualité et plusieurs petites salles de commissions sont retenues... On mangera aussi : plusieurs restaurants (dont bien entendu «Les tables rabattues»),

attendent les congressistes, deux coopératives bio apportant par ailleurs sur place de quoi se sustenter pour ceux que le restaurant rebute ou ruine... Pour dormir, c'est plus aléatoire : on demande au maximum de participants d'être autonomes chez l'habitant, ou munis de matériel de camping (des terrains, avec services de voitures, sont prévus), les 150 lits assurés étant réservés par priorité aux personnes à problèmes de santé ou autres.

Vous trouverez dans le prochain numéro de La Gueule Ouverte davantage de détails sur le déroulement des Assises. Disons dès aujourd'hui que l'accueil se fera à partir de jeudi matin 1er mai au

local de l'APERA (1). Le rendez-vous pour participer à la manif est fixé au même endroit à 13h30. La première soirée sera consacrée aux contacts et à la détente. Les Assises proprement dites s'ouvriront le vendredi matin 2 mai à 9 heures précises avec un emploi du temps très serré, raison pour laquelle il est recommandé d'arriver dans la journée de jeudi pour prendre connaissance de toutes les dispositions matérielles et s'organiser. Clôture par une conférence de presse dimanche 4 mai à 16 heures.

Il est extrêmement important, pour faciliter l'organisation de s'inscrire tout de suite avec le bulletin ci-dessous et un chèque. Explication : 50F, c'est pour l'inscription pure et simple ; 60F (option «a» facultative) c'est pour s'inscrire et en plus avoir droit en arrivant au tirage des synthèses des commissions ; 80F (option «b» facultative) c'est pour s'inscrire et avoir en plus droit à l'édition intégrale de toutes les prises de paroles et de tous les débats en séances plénières. Repas et coucher seront à payer sur place.

Rappel : ces assises sont ouvertes à tous les membres de groupes écologiques. En cas de scrutin, chaque congressiste aura droit à une voix ; aucun

mandat ne sera accepté. Au cas où, pour un vote, la majorité dépasserait 25% des votants et le demanderait, on procéderait à un vote par groupes. On peut également s'inscrire à ces assises en tant qu'observateur, sans participer aux votes. Après le 20 avril, date limite d'inscription par courrier, la vente de billets de participants (nécessaires pour participer au vote et envoyés par la poste à tous ceux qui s'inscriront avant le 20 avril) se fera à l'entrée du Palais de la Mutualité (2), dans la mesure des places disponibles.

Faut y aller à ces Assises, c'est sérieux et ça devrait être passionnant. Pour s'y préparer, il est intéressant de lire les textes des groupes correspondant à la grille du CLE publiés par Ecologie (3). Les commander contre 32F plus 4F de frais d'envoi.

Bon courage et à très bientôt donc.

I.C.

(1) APERA, 4 rue Bodin, 69001 Lyon. Tél : (7) 827.29.82.

(2) Palais de la Mutualité, Place Antonin Jutard, 69003 Lyon.

(3) Ecologie, BP 59, 45204 Montargis Cédex.

Bulletin d'inscription

NOM :
 PRÉNOM :
 GROUPE :
 DATE D'ARRIVÉE :
 GARE D'ARRIVÉE :
 HEURE :
 BILLET SIMPLE (1) ci joint chèque postal (1) de50F (1)
 BILLET + OPTION a) (1) ci joint chèque bancaire (1) de60F (1)
 BILLET + OPTION b) (1) (sans mention d'ordre)80F (1)
 (1) : rayer les mentions inutiles.

A RETOURNER AVANT LE 20 AVRIL 1980 A L'APERA 4, rue BODIN 69001 LYON.

20 AVRIL : ROCQUENCOURT

Pour que le Troisième Collège existe, il faut le rencontrer

Le «Troisième Collège» du Comité de Liaison Ecologique rappelle à tous ceux qui ne retrouvent leur sensibilité militante ni aux Amis de la Terre, ni au Mouvement d'Ecologie Politique, qu'une réunion préparatoire aux Amis de Lyon est organisée le 20 avril «en discussion ouverte» sur tous les points pouvant constituer un ordre du jour. Il s'agit de garantir la plus large démocratie interne par des options de type fédératif : loin d'entraver les décisions collégiales les plus constructives, elles

sont de nature à amener les courants régionalistes, les associations et les individus.

Cette réunion se tiendra à Rocquencourt (Yvelines), salle des anciennes écoles de la Mairie. Renseignement auprès du MERIS (Mouvement Ecologique Régional Ile de France) BP 28, 78150 Le Chesnay, ou bien (mais sans en abuser) auprès de la Gueule Ouverte (qui a oublié de publier les indications pratiques à ce sujet la semaine dernière) au 586.29.14.

Dans la célèbre «nébuleuse» écolo, il existe une sous nébuleuse : c'est le troisième collège du CLE. Dans la sous-nébuleuse tercollégiale, il existe une sous-sous nébuleuse : c'est cette tendance dans laquelle se retrouvent nombre de rédacteurs de «La Gueule Ouverte», celle qui souhaitait mettre à profit les quelques mois séparant Dijon de Lyon, et les trois jours eux-mêmes des Assises, pour que soit étudiée parmi les priorités la question des alliances politiques. Cette tendance était (et est toujours) particulièrement favorable à l'idée de «candidature multiple» telle qu'elle avait été lancée dans une conversation avec Cohn-Bendit et Brice Lalonde (voir «La Gueule Ouverte n° ...»),

candidature-campagne d'un Mouvement majuscule dans laquelle l'écologie représenterait un mouvement social parmi d'autres, ne donnant pas de lui-même l'image d'un monolithe mais celle d'une dynamique portant sa propre critique en même temps que la critique du système.

Tous ceux qui considèrent ces aspirations comme dignes d'intérêt se doivent de participer à la réunion du troisième collège ce dimanche 20 avril à Rocquencourt (voir ci-contre). Les récupérations sont partout, et il ne faut pas sous-estimer le rôle que peut jouer ce fameux troisième collège, à Lyon, dans l'élaboration des futures structures du mouvement écologique.

Isabelle Cabut

MERA, APERA ET COETERA...

Il peut paraître utile de situer la position du MERA dans la configuration actuelle, position qui a pu se préciser lors de la dernière AG du MERA, il y a quelques semaines et lors de la conférence de presse (régionale) qui a suivi.

Le MERA comprend un ensemble de groupes répartis dans les huit départements constituant la région Rhône-Alpes «officielle» : Hte-Savoie, Savoie, Isère, Rhône, Drôme, Ardèche, Loire et Ain. Il est évident que cet ensemble ne répond pas à une vocation régionaliste : le MERA ne fait rien d'autre que recouvrir un territoire où des liens et des pratiques se sont instaurés. Les groupes AT de cette région ont été dès l'origine et statutairement, partie constituante du MERA.

L'assemblée générale de mars regroupait des membres de différents groupes de la région avec hélas quelques lacunes ; des représentants des Amis de la Terre et deux membres du Mouvement d'Ecologie Politique.

Il apparut très rapidement que les 2 «MEP-men» mettaient en cause l'existence même du MERA, quant à sa structure et ses contenus. Ils furent totalement isolés dans cette position. Et il en résulta bien au contraire que le MERA, par l'accord unanime des AT et des autres groupes, se conforta dans son but initial : être un lieu de coordination des réflexions et des actions concernant la région, être un point de rencontre de tous les groupes de la région, sans exclusion des groupes MEP, dans la mesure même où il s'en constituerait et où ils le souhaiteraient eux-mêmes.

Ce n'est pas trahir l'esprit de la grande majorité de cette AG que de dire : il apparaîtrait souhaitable que d'autres régions s'organisent ainsi, et que puissent s'établir éventuellement des relations interrégionales. En ce sens, une rapide présentation de la proposition de rencontre à Rocquencourt le 20 avril rassemblait un avis favorable, y compris de la part des AT présents. Des membres du MERA se rendront de fait à Rocquencourt.

Ils seront également présents, c'est évident, aux Assises de Lyon. Ils entendent bien que ces Assises recouvrent l'ensemble des objectifs prévus : grandes orientations, actions, fonctionnement de l'Ecologie, et présidentielles - celles-ci n'étant qu'un des points de l'ordre du jour, la désignation d'un nom paraissant prématuré, et la discussion devant porter plutôt sur les modalités et les objectifs de la campagne.

Un mot sur APERA, pour lever des confusions. APERA est un organisme de presse et de services, indépendant du MERA comme de tous groupes, bien qu'il ait été effectivement créé par des gens qui «militent» au MERA. APERA diffuse un bulletin

d'informations (sans commentaires, ce n'est pas un journal) émanant et retournant à différents groupes et associations de la région (et pas seulement des écologistes). Les gens d'APERA, discutant l'été dernier (1) étaient arrivés à cette conclusion : il paraissait utile de déclencher une vaste confrontation écolo, pour essayer de lutter contre une certaine dispersion des actions et propositions... et voir ce qui en résulterait. Ce projet parut rencontrer celui d'Europe Ecologie d'où les Assises de Dijon, et la relative confusion qui en résulta, Europe Ecologie voulant faire de ces Assises une Assemblée constitutive, et beaucoup d'autres gens - dont ceux d'APERA - estimant cette démarche pour le moins prématurée.

On s'en trouve donc à la situation que l'on sait : où non seulement APERA (ce qui serait vraiment peu !) mais la large majorité du MERA, sans parler des autres régions, se reconnaît dans l'optique dite du 3ème Collège, le 3ème Collège ne pouvant être à nos yeux autre chose que le catalyseur d'un certain propos dont il n'est ni l'initiateur, ni le propriétaire.

Bernard Dumontet

(1) L'idée d'un congrès à l'échelon national, pour la relance du mouvement, était dans l'air au MERA depuis la réunion de Valence (fin 1978).

FEDERATION CONFEDERATION

Des membres d'associations écologistes de Gascogne et de Midi-Pyrénées réunis à Nérac (47) le 30.3.80 :

- ayant constaté que les structures actuelles du Mouvement d'Ecologie Politique (MEP) ne satisfont aucunement les exigences des associations,

- ayant réaffirmé leurs options en faveur des thèses fédéralistes (décentralisation des pouvoirs, sens de la base suscitant le sommet...).

Ces associations décident :

- de constituer des fédérations régionales coordonnées par un bureau de liaison, organe exécutif de la CONFEDERATION ECOLOGIQUE créée

- de participer à des actions communes avec d'autres organisations écologistes sur les points d'accord qui se dégageront du dialogue à entreprendre.

Un APPEL est lancé aux associations des autres régions ayant la même analyse pour se structurer régionalement.

Le MIDEP
 9 Allée de Brienne
 31000 Toulouse

AGRICULTURE: LES NOUVEAUX EMPIRES

Le 25 avril prochain, le Conseil Européen se penchera de nouveau sur le dossier agricole.

En attendant, la « colère verte » croît et de nombreuses manifestations, parfois violentes, se déroulent à travers la France.

La situation économique se dégrade pour la paysannerie et le climat s'alourdit.

Quant aux prévisions : elles sont plutôt pessimistes.

Et mon cul » s'est vu répondre Simone Veil alors qu'elle demandait aux paysans de faire confiance au Parlement européen pour fixer les prix communautaires. Cette réponse, qui veut bien dire ce qu'elle suggère, montre à quel point les agriculteurs se battent désormais le dos au mur contre la politique des pouvoirs publics cherchant à intégrer, quoi qu'il en coûte, l'économie agricole dans le système capitaliste. A cet effet, on s'emploie depuis bientôt trente ans à atteindre l'objectif idéal : 300.000 à 400.000 exploitations supercompétitives soumises aux lois de l'industrie agro-alimentaire.

Les syndicats comme la FNSEA et le CNJA (1) qui continuent de garder un pied sur le corporatisme et l'autre sur la concurrence « libérale », perdent leur crédibilité. Petit à petit, un courant se dessine : il préconise l'action directe sans pour autant se faire d'illusions sur les éventuelles concessions qu'il est possible d'arracher au gouvernement. Endettés jusqu'au cou, à la merci des lois du marché, ces agriculteurs ne peuvent que se plier aux impératifs de production : s'agrandir, malgré le prix de la terre qui double tous les cinq ans, investir de plus en plus en travail et en capital... ou disparaître.

Crédit rural

Dans cette course à la production, les industries agro-alimentaires tiennent le bon bout et ce n'est pas le plan d'aide proposé par Michel Debatisse le 19 mars en Conseil des ministres qui changera le cours des choses. Le gouvernement, avec la nouvelle loi d'orientation, le **Crédit Agricole**, avec certaines dispositions concernant les emprunts et les groupes monopolistes, avec les fixations des prix de marché, s'entendent trop bien pour imposer aux agriculteurs une production planifiée et une soumission complète aux firmes industrielles !

Dans ces conditions, il y a gros à parier que l'exode rural et la désertification des régions déjà menacées iront en s'accroissant. Sur ce point, le mécontentement des agriculteurs rejoint celui des écologistes. Ainsi, en montagne, où ne subsistent que quelques paysans pauvres, l'environnement en prend un sérieux coup : incendies, ravinements, avalanches se multiplient dans ces régions non entretenues. Ailleurs, là où les paysans ont choisi la voie de l'entreprise moderne, l'harmonie des paysages s'est dégradée progressivement. Par souci de rentabilité on a détruit le sol et refusé d'exploiter les recherches faites en agriculture biologique en les prétendant farfelues et irréalistes.

Les technocrates sont en train de parvenir à leurs fins : les paysans « non rentables » parce que rebelles au « progrès » disparaissent. Il ne restera bientôt plus que des chefs d'entreprise modernes, exploitant de grandes surfaces... et quelques agriculteurs à cheval entre la paysannerie et l'industrie. Ce sont eux qui défilent en ce printemps maussade.

Exode agricole

Pas gai, l'agriculteur en 1980 ? Pas très, non. On le comprend d'autant mieux que l'on sait ce que prévoit, pour les années à venir, la très sérieuse Commission Européenne Agricole : 3,5 millions de personnes quittant la terre ; des exploitations diminuant en nombre et se modifiant profondément afin de devenir « intensives » ; des friches en progression dans les zones marginales à faible densité,

démographique et une lutte au couteau entre industrie, urbanisme et agriculture dans les zones à fort taux de population ; le recours à l'emprunt qui va s'accroître ; des taux d'intérêt élevés et des investissements encore plus lourds...

En gros, les empires agro-alimentaires gagneront sur la paysannerie, on se battra pour l'espace « propre » et on crèvera ailleurs ; on s'empoisonnera davantage encore qu'aujourd'hui ; les riches seront plus riches et les pauvres plus pauvres. Pour les écologistes qui sont, comme chacun sait, pour le bien et contre le mal, c'est dur !

N. Blandin

(1) FNSEA : Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles.
CNJA : Centre National des Jeunes Agriculteurs.



TENIR COMPTE aussi DES PAYSANS

En proposant le gel des prix à la production des produits agricoles, le Bureau Européen des Associations de Consommateurs (BEUC) contribue à compromettre l'avenir des paysans des régions d'élevage. En effet, la stabilisation des prix agricoles est l'expression du choix d'un certain type d'agriculture : les structures du secteur agricole subsistant étaient celles qui supporteront la baisse des recettes qu'implique la stabilité des prix. Elles le feront en se rattrapant ailleurs car ce que l'on baptise exploitation « performante » fonctionne sur des mécanismes simples :

— offrir des produits d'importation dont le prix de revient est plus bas qu'en Europe, en raison de conditions sociales de productions radicalement différentes (c'est par exemple le cas pour la viande de mouton néo-zélandaise) ;

— tirer un bénéfice de jeux spéculatifs reposant sur des différences de prix, des pratiques de stockage, l'utilisation de subventions ou de réglementation (1).

— fabriquer de façon industrielle des produits dont la qualité n'a aucun rapport avec celle des élevages traditionnels, mais bénéficie de leur image de marque. Ainsi en Corrèze, région d'élevage « traditionnelle », on abat

(1) Certains de ces jeux sont directement favorisés par les mécanismes européens : les ateliers d'engraissement hors-sol et les usines à lait se concentrent dans les pays à monnaie forte du Nord de l'Europe : leur développement et leur capacité concurrentielle sont directement liés à la subvention que constitue le mécanisme des Contants Compensatoires Monétaires.

200 000 veaux de batterie mais seulement 80 000 à 90 000 veaux réellement « fermiers » ; les premiers bénéficient de l'image de marque des seconds mais provoquent leur sous-évaluation.

La « technicité » mise en avant pour justifier de telles productions n'est qu'un paravent qui camoufle un simple jeu économique. On ne parle d'ailleurs plus de « productions agricoles », mais de « spéculations agricoles »... le bon technicien étant celui qui sait bien combiner les éléments de ces jeux spéculatifs.

Le maintien de bas prix revient à privilégier le négoce, l'agriculture industrielle et l'agro-alimentaire plutôt que le paysan, à favoriser la spéculation plutôt que la production de biens.

Dépendance alimentaire

Ce choix aboutit à maintenir notre alimentation dans une trop grande

dépendance extérieure et ceci pour deux raisons. D'abord parce que les productions à fort rendement sont très dépendantes en énergie (soixante-dix quintaux de blé à l'hectare exigent plus d'une tonne de pétrole en seuls fertilisants ou en matières premières ; les élevages hors-sol, les usines à lait consomment d'énormes quantités de soja, de maïs, de tourteaux divers, de produits vétérinaires). Rien, sinon la prise en compte de mécanismes spéculatifs, le pillage des productions du Tiers-Monde, l'exploitation de la main-d'œuvre salariée, ne permet d'expliquer comme cette agriculture de luxe, dépendante en consommations intermédiaires parvient à supporter des bas prix. Paradoxe à méditer : des bovins nourris avec des tourteaux, du soja, du maïs... arrivent à coûter moins cher que des bovins nourris avec de l'herbe !

Ensuite parce que les produits importés dépendent de la situation mondiale : leur importance rend notre économie sensible à tous les soubresauts, à toutes les tensions ; cela peut

conduire à des aventures impérialistes pour contrôler des sources d'approvisionnement devenues indispensables.

Indexation

La stabilisation des prix accentue la liquidation des paysans : le revenu de l'agriculteur qui vit de son travail est fixé par l'écart entre ses dépenses et ses recettes. En bloquant les prix agricoles à la production, on bloque les recettes. Mais les dépenses, elles, ne sont pas bloquées (+11 à 12% en moyenne en 1979).

Pour s'en tirer, faut-il varier ses productions, faut-il augmenter les quantités produites ? C'est la solution que proposent toutes les instances officielles (y compris le syndicalisme officiel de la FNSEA). On oublie que les nouveaux investissements profitent à d'autres que l'agriculteur, on oublie que l'accroissement des productions individuelles peut aboutir à des excé-



Photo Christian Weiss

PRODU ALIMENTA ET CHOIX ENEE

Les écologistes ont généralement de l'alimentation en aval (diététique) ou en amont (agriculture biologique) en laissant dans l'ombre l'écologie de celui des industries agro-alimentaires. Pourtant ce secteur qui constitue la grande majorité des emplois est d'autant plus important que les gros consommateurs

Malgré une place de choix dans l'économie française, malgré son importance dans les échanges commerciaux avec l'étranger, le secteur agro-alimentaire est considéré par les responsables comme trop peu dynamique. Inégalités dans la restructuration — certains secteurs comme la charcuterie restent trop dispersés — fragilité financière due à la faible valeur ajoutée des produits finis, insuffisance de la recherche, telles sont — entre autres — les raisons données à cette stagnation.

A cela s'ajoute la consommation énergétique (5% du total

national) qui est à un taux de croissance inférieur à celui des autres industries.

La réponse à cette situation est déjà amorcée dans la logique de la modernisation et de la électrification des équipements. On trouve prescrites : les pompes à chaleur, les pompes à chaleur géothermiques (qui répondent bien aux besoins de

(1) On remarque que les branches les plus dynamiques sont celles qui ont subi la plus forte concentration (laiterie, distillerie, raffineries, etc.). La série représentative de l'énergie consommée

C'est un autre paradoxe que les prix puissent aboutir à créer de sursurplus excédents ! Les agriculteurs sont de plus en plus nombreux à constater que les variations de production et l'accroissement des quantités produites sont un leurre, générateur d'angoisse, d'ennuis, de problèmes fondamentaux pour eux et pour la société.

La solution à ces problèmes ne passe pas par des aides, ni par un accroissement des productions individuelles, ni par une organisation des marchés qui tienne compte de ces deux réalités : d'une part la situation mondiale se caractérise par la rareté des produits alimentaires, par une pénurie croissante de produits alimentaires (on doit éliminer toutes les solutions qui aboutissent à réduire ou handicaper les capacités de production agricole des pays sous-développés) et d'autre part, ceux qui possèdent des biens alimentaires doivent vivre conformément au niveau de vie du pays dans lequel ils exercent leur activité.

Nous proposons de mettre en place un système de prix garantis et indexés sur une partie de la production de l'exploitation. L'étendue de cette garantie serait variable, calculée pour assurer un niveau de vie correct à ceux qui travaillent sur l'exploitation. Il faut donc définir (...) pour chaque exploitation, la part de la production qui bénéficiera de prix indexés garantis, ainsi que la part excédentaire qui ne bénéficiera pas de ces prix garantis, pour éviter les surproductions spéculatives.

Il faut également développer un processus de production et d'évaluation des coûts qui tienne compte de toutes les variables : pollution, dépenses d'énergie, consommation de matières premières, qualité des produits. Dans ces conditions, les petits paysans sont privilégiés.

MADARAC



(photo Baumann)

LES PROBLÈMES ÉNERGÉTIQUES

On a abordé la question du végétarisme, bouffe bio... (écologique, écologique) selon intermédiaire, bio-alimentaires, conditionne le contenu des assiettes françaises tant qu'il est d'énergie.

On ne cesse de vanter la spécificité d'action de l'électricité, sa facilité d'automatisation et de régulation. Ainsi les opérations thermiques de conservation sont-elles de plus en plus souvent effectuées par des appareils (résistances, micro-ondes, hautes fréquences, ultrafiltration, électrodialyse) fonctionnant à l'électricité.

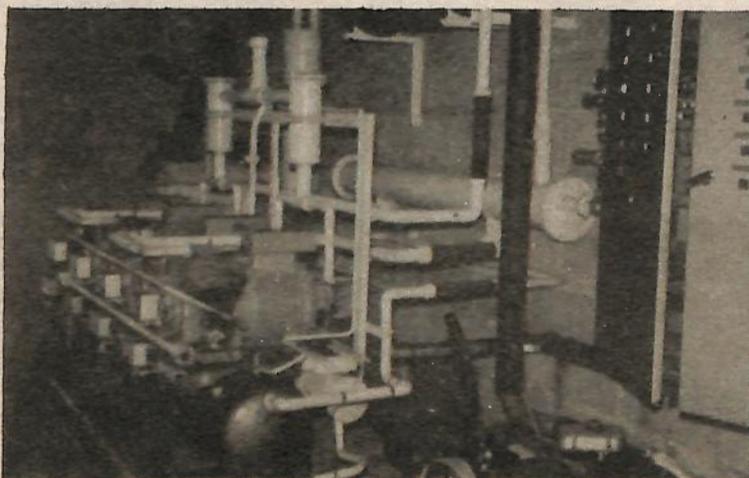
L'utilisation accrue de l'informatique et de l'électronique (la mode est aux microprocesseurs) accompagnera inévitablement ces modifications, limitant la main-d'œuvre, mais consacrant l'entrée véritable de l'agro-alimentaire dans l'ère industrielle.

L'innovation en matière de produits alimentaires est le pendant de ce choix énergétique. Elle présente deux axes principaux :

Sophistication

D'une part une sophistication croissante des produits de consommation (surgelés, lyophilisés, déshydratés, plats cuisinés) ridiculement emballés. On prétendra, pour justifier cette orientation, répondre au choix des consommateurs : meilleure présentation et adaptation au rythme de vie

On assiste d'autre part à la mise en place d'une gestion méthodique de la bio-masse. Sous couvert de considérations écologisantes sur les problèmes énergétiques, l'utilisation par l'agro-industrie des acquisitions de cette « biotechnologie » dont on parle beaucoup (voir la création récente d'une structure regroupant sur ce thème les divers centres nationaux de recherche) vise essentiellement à rationaliser la production agricole et alimentaire en fonction des critères économiques dominants. La production d'ali-



les pompes à chaleur électriques : le côté «écologique» d'EDF. (ici dans une fromagerie)

ments nouveaux (filage de protéines), l'agriculture énergétique, la valorisation maximum des produits et sous-produits sont des axes dont il est d'autant plus difficile de saisir les risques que ceux-ci correspondent — dans le principe — les outils d'une intégration généralisée du monde agricole dans le système industriel actuel. Quant aux conséquences de leur développement, elles ne touchent pas seulement notre proche environnement puisque la biotechnologie rejoint dans la division internationale du travail d'autres techniques de pointe comme l'électronique et le nucléaire.

Energies nouvelles

Il existe pourtant une autre voie en matière d'alimentation. Les énergies nouvelles (solaire, éolienne, biomasse, géothermie) sont les moyens idéaux pour la suivre : elles sont parfaitement adaptées à ce secteur qui nécessite surtout des besoins thermiques moyenne température (inférieure à 120°). (2).

Ce n'est toutefois pas seulement en termes d'outils qu'il faut aborder ces questions, sachant trop combien ceux-ci peuvent être récupérés et utilisés de façon productiviste. Une fois encore, c'est le choix de société et le type de rapport production-consommation qui doit être posé. De quelle nourriture avons-nous besoin ? Provenant de quelles régions ? Produite dans quelles unités ? Distribuée de quelle façon et sous quelle forme ?...

C'est la réflexion sur l'organisation de la production et sur la distribution comme les font les agrobios et les coop, qu'il nous faut poursuivre.

Francis C.

Bibliographie

— Génie rural, nov. 1979, Spécial Industries Agro-Alimentaires.

— Revue Générale de l'Électricité. Novembre 1979.

— Ministère de l'Agriculture : Les économies d'énergie possibles dans les IAA à court et moyen terme.

(2) On lira à ce sujet l'ouvrage traitant du « Projet Alter » du groupe de Bellevue (Édi-

tions Syros) et les thèses de J.R. Mercier dans « Agriculture et Énergie (Ed. Debarde) ».

NIR COMPTE aussi ES PAYSANS

tée par l'Union Fédérale des Consommateurs
e d'importations de viande de mouton,
ns « **Que Choisir ?** » en décembre 1979,
té goûté par un certain nombre d'éleveurs.
r a semblé aggravée par les propositions faites
el des prix agricoles par le Bureau Européen
Associations de Consommateurs.

dépendance extérieure et ceci pour
deux raisons. D'abord parce que les
productions à fort rendement sont très
dépendantes en énergie (soixante-dix
quintaux de blé à l'hectare exigent
plus d'une tonne de pétrole en seuls
fertilisants ou en matières premières ;
les élevages hors-sol, les usines à lait
consomment d'énormes quantités de
soja, de maïs, de tourteaux divers, de
produits vétérinaires). Rien, sinon la
prise en compte de mécanismes spéculatifs,
le pillage des productions du
Tiers-Monde, l'exploitation de la main-
d'œuvre salariée, ne permet d'expli-
quer comme cette agriculture de luxe,
dépendante en consommations inter-
médiaires parvient à supporter des bas
prix. Paradoxe à méditer : des bovins
nourris avec des tourteaux, du soja, du
maïs... arrivent à coûter moins cher
que des bovins nourris avec de l'her-
be ! Ensuite parce que les produits
importés dépendent de la situation
mondiale : leur importance rend notre
économie sensible à tous les soubre-
sautes, à toutes les tensions ; cela peut

conduire à des aventures impérialistes
pour contrôler des sources d'approvi-
sionnement devenues indispensables.

Indexation

La stabilisation des prix accentue la
liquidation des paysans : le revenu de
l'agriculteur qui vit de son travail est
fixé par l'écart entre ses dépenses et
ses recettes. En bloquant les prix agri-
coles à la production, on bloque les
recettes. Mais les dépenses, elles, ne
sont pas bloquées (+11 à 12% en
moyenne en 1979).

Pour s'en tirer, faut-il varier ses
productions, faut-il augmenter les
quantités produites ? C'est la solution
que proposent toutes les instances
officielles (y compris le syndicalisme
officiel de la FNSEA). On oublie que les
nouveaux investissements profitent à
d'autres que l'agriculteur, on oublie
que l'accroissement des productions
individuelles peut aboutir à des excé-

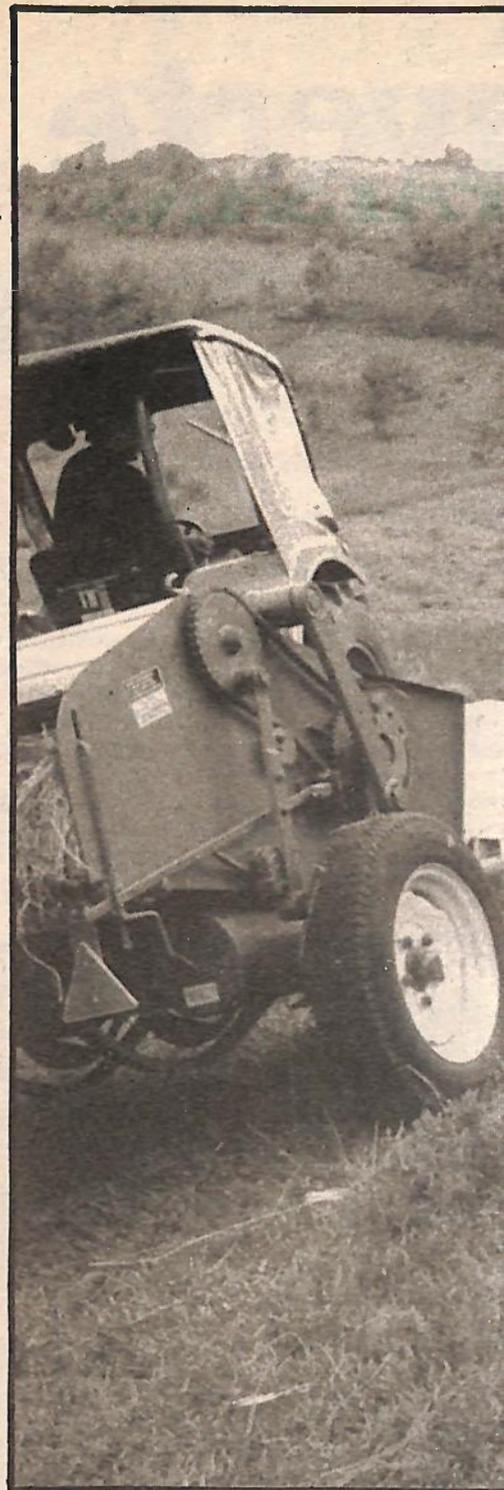
dents : c'est un autre paradoxe que les
bas prix puissent aboutir à créer de
soi-disants excédents ! Les agricul-
teurs sont de plus en plus nombreux à
juger que les variations de produc-
tions, l'accroissement des quantités
produites sont un leurre, générateur
de fatigue, d'ennuis, de problèmes
supplémentaires pour eux et pour la
collectivité.

La solution à ces problèmes ne passe
ni par des aides, ni par un accroisse-
ment des productions individuelles,
mais par une organisation des marchés
qui tienne compte de ces deux réalités :
d'une part la situation mondiale se
caractérise par la rareté des produits
agricoles, par une pénurie croissante
en produits alimentaires (on doit élimi-
ner toutes les solutions qui aboutissent
à réduire ou handicaper les capacités
de production agricole des pays sous-
développés) et d'autre part, ceux qui
produisent des biens alimentaires doi-
vent en vivre conformément au niveau
de vie du pays dans lequel ils exercent
leur activité.

Nous proposons de mettre en place
un système de prix garantis et indexés
pour une partie de la production de
chaque exploitation. L'étendue de cette
part garantie serait variable, calculée
pour assurer un niveau de vie correct à
ceux qui travaillent sur l'exploitation.
Il faut donc définir (...) pour chaque
type d'exploitation, la part de la pro-
duction qui bénéficiera de prix indexés
et garantis, ainsi que la part excéden-
taire qui ne bénéficiera pas de ces
garanties, pour éviter les surproduc-
tions spéculatives.

Il faut également développer un pro-
cessus de production et d'évaluation
des coûts qui tienne compte de toutes
les variables : pollution, dépenses d'é-
nergie, consommation de matières pre-
mières, qualité des produits. Dans ces
conditions, les petits paysans sont
concurrentiels.

MADARAC



PRODUITS ALIMENTAIRES ET CHOIX ENERGETIQUES

Les écologistes ont généralement abordé la question
de l'alimentation en **aval** (diététique, végétarisme, bouffe bio...)
ou en **amont** (agriculture biologique, écologique)
en laissant dans l'ombre l'échelon intermédiaire,
celui des industries agro-alimentaires,
Pourtant ce secteur qui conditionne le contenu
de la grande majorité des assiettes françaises
est d'autant plus important qu'il est
gros consommateur d'énergie.

Malgré une place de
choix dans l'écono-
mie française, malgré
son importance dans
les échanges commerciaux a-
vec l'étranger, le secteur agro-
alimentaire est considéré par
les responsables comme trop
peu dynamique. Inégalités
dans la restructuration — cer-
tains secteurs comme la char-
cuterie restent trop dispersés
— fragilité financière due à la
faible valeur ajoutée des pro-
duits finis, insuffisance de la
recherche, telles sont — entre
autres — les raisons données à
cette stagnation.

A cela s'ajoute la consumma-
tion énergétique (5% du total

national) qui est affectée d'un
taux de croissance double de
celui des autres industries (1).

La réponse à cette situation
est déjà amorcée puisque,
dans la logique nucléaire, l'é-
lectrification des opérations se
trouve prescrite : outre les fa-
meuses pompes à chaleur élec-
trique (qui répondent assez
bien aux besoins de ce secteur)

(1) On remarquera au pas-
sage que les branches forte-
ment consommatrices sont
celles qui ont subi une grosse
concentration (laiterie, sucre-
rie-distillerie, raffinerie-bras-
serie représentent 70% de l'é-
nergie consommée par les IAA.

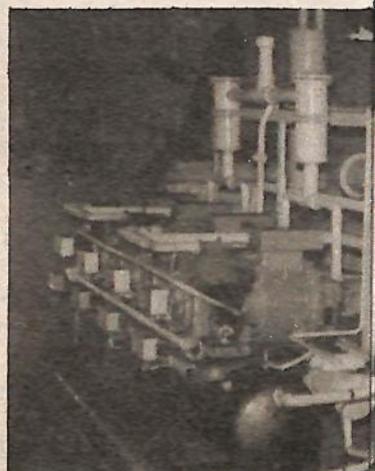
on ne cesse de vanter la spéci-
ficité d'action de l'électricité,
sa facilité d'automatisation et
de régulation. Ainsi les opéra-
tions thermiques de conserva-
tion sont-elles de plus en plus
souvent effectuées par des ap-
pareils (résistances, micro-
ondes, hautes fréquences, ul-
trafiltration, électrodialyse)
fonctionnant à l'électricité.

L'utilisation accrue de l'infor-
matique et de l'électronique (la
mode est aux microproces-
seurs) accompagnera inévita-
blement ces modifications, li-
mitant la main-d'œuvre, mais
consacrant l'entrée véritable
de l'agro-alimentaire dans l'é-
re industrielle.

L'innovation en matière de
produits alimentaires est le
pendant de ce choix énergéti-
que. Elle présente deux axes
principaux :

Sophistication

D'une part une sophistica-
tion croissante des produits de
consommation (surgelés, lyo-
philisés, déshydratés, plats
cuisinés) ridiculement embal-
lés. On prétendra, pour justi-
fier cette orientation, répon-
dre au choix des consomma-
teurs : meilleure présentation
et adaptation au rythme de vie



les pompes à chaleur élec-
(ici dans l')



Photo Christian Weiss

A la découverte de la mouvance DERNIERE PARTIE

Urbain et Vilain réfléchissent sur les termes et les finalités du mot « démocratie »

Il n'y a pas de mot plus galvaudé que celui de démocratie ! Mais gardons-le pour définir les interventions organisées en vue de la maîtrise sociale du changement.

Compte-tenu de nos acquis sur les notions d'information, de groupe de pression et de technocratie (voir GO...) nous pouvons d'emblée énoncer les banalités de base de la démocratie et désigner ainsi le genre de rapports sociaux qui, délibérément articulés pour relever le défi technocratique, sont les seuls à pouvoir aujourd'hui être qualifiés de démocratiques :

une démarche démocratique est d'abord caractérisée par la qualité de l'information, par l'efficacité des moyens mis en oeuvre pour acquérir des informations de haut niveau, par les garanties dont dispose chacun d'accéder à ces informations, par l'effort consacré à les diffuser ; prise en charge par le mouvement, l'information est en permanence adaptée à la réalité. Les compromis effectués dans l'action, sur la base des informations préalables, sont sans cesse remis en question. N'importe qui a le droit de donner son avis et est assuré qu'il constituera une information.

Pour une banalité, c'est une banalité ! Certes, et si nos lecteurs en sont conscients ils ont déjà tous établi la distinction entre luttes oppositionnelles et luttes démocratiques ! De nombreuses actions d'opposition s'organisent en effet autour du sentiment qu'on se fait rouler. On se limite à la lutte contre les désagréments, on s'en tient à une dénonciation abstraite de la technocratie, du capitalisme. C'est ainsi que l'opposition institutionnelle assiste stupéfaite et impuis-

sante au changement global imposé par la technocratie.

Par exemple, les actions des consommateurs contre l'abus des colorants dans l'alimentation n'ont jamais mise en cause la technocratie. Enlisées dans les réformes de détail, elles ne visent pas à un contrôle collectif de la production et de la distribution des aliments.

Illusion de penser que les circuits parallèles de bouffe-bio résolvent la question : la marginalité, au mieux, suscite des modes dont tirent profit les grands groupes de pression (Europe n°1, c'est Naturel !).

Dans le même ordre d'idée, la lutte des paysans du Larzac n'est pas encore une lutte anti-technocratique : le Larzac donne plutôt l'image d'une réserve autogérée dont la défense est philosophique et morale. Au Larzac, un groupe de désir conteste le militaire au nom de valeurs et d'une éthique. On ne s'oriente guère vers un vaste mouvement stratégique, conjuguant tous les acteurs sociaux concernés, mouvement qui analyserait et contesterait sous tous ses aspects le modèle de développement, dont font partie les groupes de pression militaire.

Nous avons utilisé le mot «mouvement» car la démocratie ne saurait être un état, pas plus qu'il n'y a d'Etat démocratique. La démarche démocratique est une réponse au pouvoir technocratique, fluctuant dans l'omniprésence, et non comme un système institutionnel. La réalité d'aujourd'hui en est bien loin !

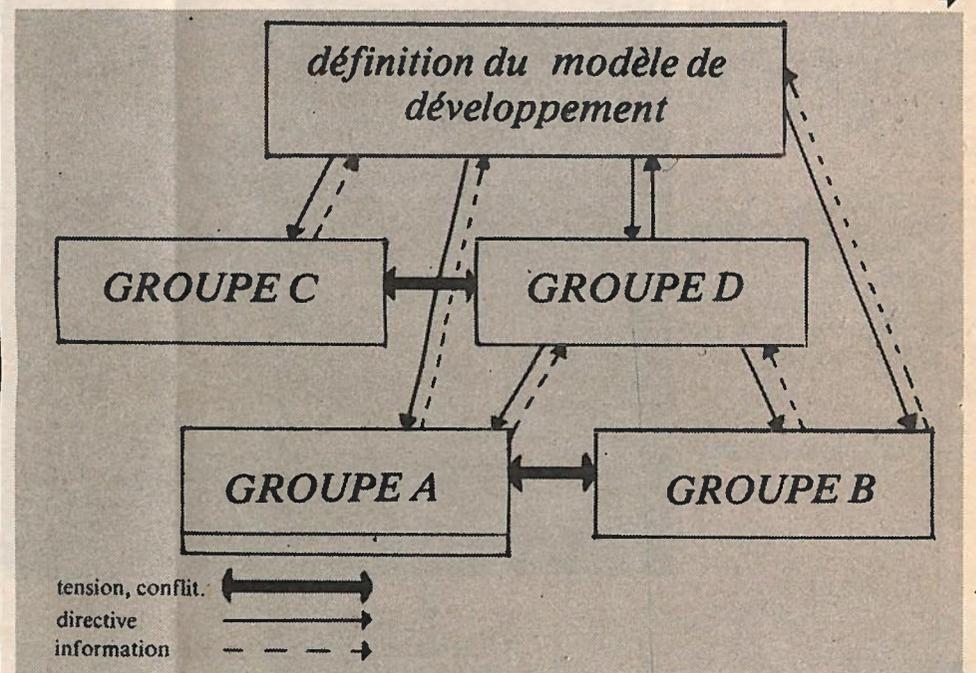
Tous les partis, syndicats et associations ayant des revendications globales, sont organisés pour la propagande ; ils proposent un modèle de développement technocratique, celui de leur croissance. Il peut se trouver dans telle ou telle organisation des hommes et des groupes qui luttent pour la **démocratie interne et donc pour l'engagement anti-technocratique de leur organisation** : mais jamais l'appartenance à une organisation n'a conféré à quiconque le statut de démocrate. **Une organisation qui donne la primauté à son développement**

combat la démocratie ; ainsi le PC, n'importe quelle tendance du PS, ...

Pour être bien compris, nous proposons les deux schémas suivant, qui illustrent l'opposition formelle entre technocratie et démocratie.

a) Schéma technocratique (pour mémoire). /

Ce schéma résume l'article «La technocratie et la crise» (GO...). Il illustre le mécanisme de la prolifération des groupes de pression.



Avis

Le Collectif National « Fête le Mur » a décidé de se dissoudre dès la sortie de la brochure-bilan de la première phase de la campagne : dans un premier temps, il a lancé la campagne et assumé la circulation de l'information et la distribution de l'affiche centralement, parce que c'était nécessaire pour la réalisation de l'initiative (collage tous en même temps, le même jour).

Cependant, l'aspect le plus intéressant de cette campagne est qu'elle a révélé le besoin et la possibilité d'une coordination horizontale des groupes. Le moment est donc venu de supprimer cette structure centrale et de développer la prise en charge locale et le fonctionnement horizontal : comités locaux réunissant tous les groupes, associations, collectifs prêts à se mobiliser sur place pour l'affichage libre. (Rappelons que les décrets d'application de la loi sont pour mai/juin). C'est pourquoi nous appelons tous les groupes parisiens qui ont participé à la journée du 2 février et tous ceux qui veulent s'y joindre à la **constitution d'un groupe FLM région**

parisienne.

La première réunion se tiendra 33 rue des Vignoles, 75 020 Paris, le 22 avril à 20 heures.

Propositions :

— Faire le point de la situation depuis le 2 février ;

— Constituer un réseau local qui nous donnerait les moyens de nous coordonner rapidement pour intervenir sur d'autres thèmes.

— Créer un bulletin de liaison national permettant un débat et une confrontation de différentes pratiques, alimenté par les contributions des groupes locaux et régionaux qui enverraient leurs textes sur stens (il n'y a plus qu'à tirer).

Le premier numéro serait pris en charge par le groupe Fête le Mur région parisienne, les numéros suivants n'existeront que si d'autres régions prennent le relais.

— Préparer des actions du type collage massif le 1^{er} mai.

— Et toutes les propositions que vous amènerez à la réunion du 22.

La brochure-bilan sera disponible en avril pour le modique somme de 6,50F. Passez vos commandes rapidement !

BREVES

élèves manifestent dans la rue puis se rassemblent sur le parvis de la Maison de la Culture et décident de poursuivre le mouvement le lendemain.

Vendredi matin, l'action reprend et débouche l'après-midi sur une discussion de groupes et sur la création de comités lycéens. On note le soutien de plusieurs professeurs qui cependant n'imposent aucune intervention au sein du mouvement.

Pourquoi une telle mobilisation ?

Le « ras-le-bol » général dû à la dégradation de la vie lycéenne éclate face à la réforme Beullac. En effet, l'Education Nationale envisage de supprimer la plupart des surveillants des lycées afin de les remplacer par des « professionnels ». De plus, l'alternance Beullac impose des stages non rémunérés aux élèves des lycées techniques et professionnels à l'intérieur d'entreprises privées. Les comités lycéens envisagent des actions futures notamment avec l'extension de l'information au niveau régional et national.

Il est à préciser que les élèves ne sont manipulés par aucun parti politique et syndical et qu'ils prennent l'entière responsabilité de leur action. Les élèves de Chalon ont montré leur force et entendent restés unis et mobilisés par l'intermédiaire de leurs comités.

Les Lycéens en Grève

Casier judiciaire

Le 29 avril à 14 heures, quatre personnes accusées d'injures et diffamations envers l'armée passeront devant la Cour d'Appel d'Amiens : elles avaient distribué le 11 novembre 78 un tract antimilitariste !

En première instance le Tribunal Correctionnel leur avait collé deux mois avec sursis et inscription au volet B2 du casier judiciaire. Ainsi donc, aujourd'hui, coller une affiche, distribuer un tract ou parler dans une radio libre est un délit passible de la correctionnelle. L'inscription au volet B2 du casier judiciaire quant à elle équivaut à une inter-

Communiqué

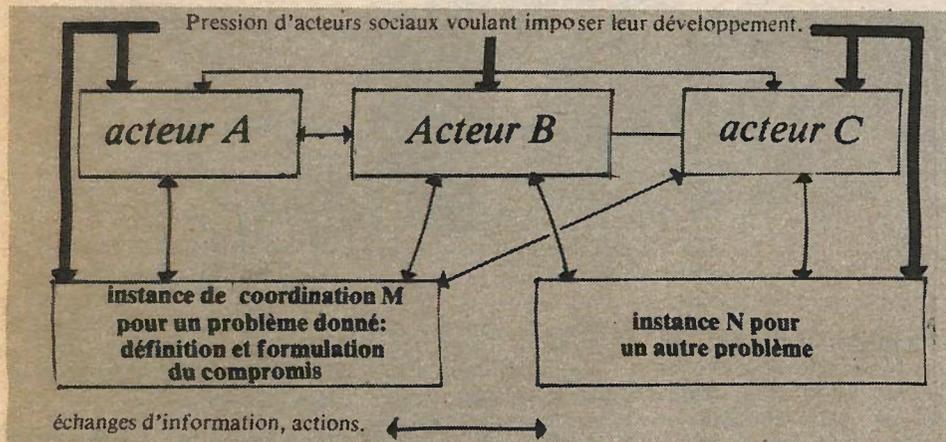
Chalon sur Saône, jeudi 3 avril, 8 heures : un mouvement spontané, regroupant plus de la moitié des élèves du L.E.P. économique s'étend rapidement aux autres lycées de la ville. L'après-midi, plus de deux mille

Supposons que des tensions ont surgi entre les groupes A et B, du fait de leur développement selon le modèle global défini au sommet. Un groupe D s'est constitué à un niveau supérieur pour prendre en charge le conflit. Ce groupe se met à interférer avec le groupe C qui n'était jusque là pas concerné par les tensions entre A et B. La situation évolue donc vers la création d'un nouveau groupe de pression qui vivra du conflit entre C et D.

La captation d'information s'opère selon des mécanismes complémentaires. Soit par captation directe par le groupe supérieur avec des outils appropriés (sondage, espionnage, ...). Soit par « demande d'amour » du nouveau groupe au groupe supérieur (par exemple Le COLINE, Comité de liaison..., créé par les écologistes). Soit par des revendications corporatistes, défensives ou réformistes (comme ces écologistes se constituant en un parti qui gèrera leurs conflits inter-groupes, avec l'aide manipulateur des médias qui valoriseront les leaders les plus maléables).

Plus le modèle de développement est totalitaire, plus le phénomène de prolifération est intense et opaque. La privatisation des conflits est plus avancée à l'Est qu'à l'Ouest... Une redéfinition du mot socialisme s'impose, d'autant plus que le modèle de Marx annonce et appelle la technocratie !

B) Schéma démocratique



Les instances de coordination ne sont (dans l'idéal) pas hiérarchiques mais seulement opératoires.

Mais la cartellisation de certains groupes (par exemple B et C qui tentent d'empêcher

l'intervention de A dans l'instance N, ... à condition qu'ils bloquent les échanges entre N et M) est toujours possible. Seule une forte exigence démocratique peut y faire pièce. Car ce schéma, une banalité de base, ne rend pas compte de la multiplicité des phénomènes possibles ; il représente une condition nécessaire, un contenant, et non une condition suffisante, le contenu attesté par la dynamique des échanges.

Il exprime le fait qu'il n'y a pas de **garant de la démocratie** : tous ou personne. Et il n'y a pas de mérite à défendre la démocratie, ni aucun bénéfice à en tirer : ce n'est ni un bien mesurable et marchandable, ni une institution où faire carrière. C'est une structure stratégique ou plutôt un cadre conceptuel pour élaborer socialement une stratégie anti-technocratique.

Cependant, la stratégie ne garantira jamais l'avènement d'une société démocratique. Que la technocratie soit ou non renversée n'est pas le fond du problème : il n'y a pas de **société qui ne secrète aucun pouvoir**. La démocratie ne peut être chargée d'autre finalité que de son exercice propre, ce qui donne tout son dynamisme à la notion de liberté.

Enfin, on ne peut disjoindre les schémas a et b. Il y a identité partielle, au niveau des images de marque, entre les acteurs sociaux

du schéma b et les groupes de pression du schéma a. Nous illustrons cette banalité supplémentaire un peu plus loin avec l'exemple de la Pétition Nationale Energie. Car il ne s'agit en aucun cas ni de faire table rase (la prétention à la vérité, comme source

de pouvoir), ne de vouloir supprimer l'un ou l'autre afin de reconstruire mieux ; ni même sans doute de créer des groupes concurrents qui viendraient contester la légitimité d'acteurs reconnus (projets de sections d'entreprise des Amis de la Terre ou du PS... ce qui dénote la vision marxienne retardataire de leurs promoteurs). Il faut bien comprendre que la société démocratique est une utopie insane, au même titre que la société écologique ou la société sans classe. Ce qui compte, c'est que des groupes défendent la démocratie contre d'autres et œuvrent inlassablement à la construction de cadres stratégiques selon le schéma b. La société en sera animée. La notion marxienne de classe apparaît vraiment comme dépassée, sinon singulièrement mouvante.

Le seul exemple de lutte anti-technocratique en formation est la lutte anti-nucléaire. Après dix ans d'existence, elle a élargi son analyse à la question énergétique et à la problématique du développement. Sa capacité politique et sociale s'est accrue. Ces résultats sont le fruit d'un travail opiniâtre (information de haut niveau, coordination des organisations concernées).

En quelques endroits, on est déjà prêts à passer honnêtement à la contre-offensive, dans le cadre de coordinations plus larges et en liaison avec la campagne pour la Pétition Nationale Energie.

L'idée d'une Pétition exigeant la **démocratisation de la politique énergétique** a été lancée par les Amis de la Terre juste après l'accident de Three Mile Island, deux ans après le choc démobilisateur de Malville et un an après la désillusion des élections législatives. Le faible taux de réussite immédiate tient à plusieurs facteurs :

- sans dynamique, il n'y a pas de vraie coordination car le débat ne peut se porter jusqu'au cœur du conflit. A poursuivre deux lièvres à la fois on a médiocrement réussi.
- décidée centralement après de longues et pénibles discussions d'appareil la Pétition est affaiblie au niveau central : la hiérarchie du PS freine des quatre fers
- les actions de masse sont difficiles à monter autour d'un objet aussi abstrait et complexe que l'énergie
- la stratégie n'a pas fait l'objet d'un débat collectif.

Il est vrai qu'on ne pouvait guère faire autrement. Ce que la Pétition apporte de positif ne se voit guère : la pédagogie du débat, le dépassement des lubies ou des phobies, l'action démocratique au sein des

organisations (ainsi le dépôt par la base du PS d'une troisième option énergétique), la responsabilisation des élus.

Car le mouvement n'est pas une agence de spectacle. Vouloir la démocratie, c'est consciemment ramer à contre courant, lutter pour une autre façon d'utiliser les médias. La coordination des acteurs, et nombreux sont ceux qui l'ont expérimenté dans le cadre de la Pétition, est un outil pour diffuser une information orientée vers la contestation complète du modèle technocratique. La finalité du mouvement réside dans la production et l'appropriation collective des informations qui permettent à chacun de s'autodéterminer dans l'ensemble des rapports sociaux, alors que les groupes dirigeants utilisent les médias pour promouvoir leur modèle de développement et annoncer leurs stratégies de façon unilatérale. Bref, **la finalité du mouvement, c'est la démocratie et celle du pouvoir, c'est le pouvoir** ; le conflit réel ne se déroule donc pas sur la scène politique entre rivaux prétendant à la gestion globale des affaires, mais dans la société, là où des hommes et des groupes luttent pour contrôler le changement. Les uns répètent jusqu'à l'abrutissement des doctrines de vérité, les autres informent inlassablement sur ce qui se passe.

On ne doit laisser aucun terrain vierge : l'information porte sur la technique des centrales, les économies, les risques, les stratégies alternatives mais aussi sur les mines d'uranium en France et à l'étranger, les transports par mer des déchets, la géopolitique, sur les programmes financiers, ... Il reste encore à analyser et à attaquer les stratégies pétrolières, gazières, charbonnières, solaires. Les champs des luttes anti-technocratiques ne se réduisent pas au nucléaire, ni même à l'énergie en général. Les stratégies énergétiques des Etats sont contraintes par les modèles géopolitiques... et non le contraire comme le laissent entendre certaines études récentes. (*)

La lutte antinucléaire est la première lutte anti-technocratique. Elle est plus qu'un prototype : elle secrète, ainsi que le manifeste son développement, le ferment d'une contestation sociale globale.

Urbain et Vilan

(*) Voir «Rapport sur l'Etat de l'Atome» par Y. Lenoir et M. Genestout. (juin 78). Presse de Cabris - 15F - 14 bis, rue de l'Arbalète, 75005 Paris.

diction professionnelle puisqu'elle entraîne la radiation de la fonction publique (deux des condamnés sont instits et les deux autres préparent une licence d'enseignement).

Il appartient à tous ceux qui veulent défendre la liberté d'expression et d'opinion de réagir contre les atteintes multiples qu'elle subit car l'inaction et le silence sont le meilleur soutien de la répression.

Vous pouvez : adresser au Président de la Cour d'Appel d'Amiens des lettres et télégrammes de soutien à Jean Michel Bavard, Bertrand Blaise, Patrick Triplet et Isabelle Verrière ;

- renvoyer votre livret militaire qui sera transmis au Tribunal à la BP 780330 Longueau.

Référendum

Le 8 mars, Patrick Lebel, associé à Ecologie et Liberté, a demandé à Mr Michel Guérin, maire de Saran, qu'il propose aux élus saranais le principe d'un référendum auprès de la population sur l'énergie nucléaire.

Cette lettre peut-être obtenue sur simple demande à Ecologie et Liberté BP 21 45407 Fleury Aubrais cédex (gratuitement).

Soutenez-nous dans notre démarche en faisant parvenir à Michel Guérin ou à tout autre élu cette même lettre. Vous pouvez aussi l'envoyer à Ecologie et Liberté qui les regroupera.

Rapaces en danger

Emotion chez les protecteurs de la nature et notamment les défenseurs des rapaces.

Un nouvel arrêté du Ministère de l'Environnement prévoit d'autoriser le dénichage et la capture de nombreuses espèces de rapaces diurnes, y compris le faucon pèlerin, l'aigle royal et le rarissime aigle de Bonelli !

La raison de cette scandaleuse autorisation : permettre aux fauconniers de continuer à s'amuser à la «chasse au vol»... C'est évidemment inacceptable. Tous les rapaces doivent demeurer intégralement protégés.

J.J.B.

BREVES Chiens poignardés

Les opposants à l'expérimentation animale ont le vent en poupe. Les expériences de «Sécurité routière» de Lyon (qui consistait à envoyer des babouins ou des porcs s'écraser contre un obstacle) sont suspendues. Et le laboratoire géant de Synthelabo ne s'installera sans doute pas près de la vallée de Chevreuse.

Il n'empêche que l'on apprend continuellement l'existence de nouvelles expériences. Ainsi dans son livre **Autopsie d'une singulière affaire criminelle** (Editions Baudinière), le commissaire Durin raconte celles qui ont été pratiquées dans le cadre d'une enquête sur le meurtre d'une fillette.

Dans une école vétérinaire (sans doute celle de Maison Alfort), quatre chiens étendus sur une table d'opération ont été lardés de coups de couteau... Ils étaient paraît-il, anesthésiés, ce

qui ne diminue guère l'horreur - et l'inutilité - de cette expérience.

J.J.B.

Bout de gras

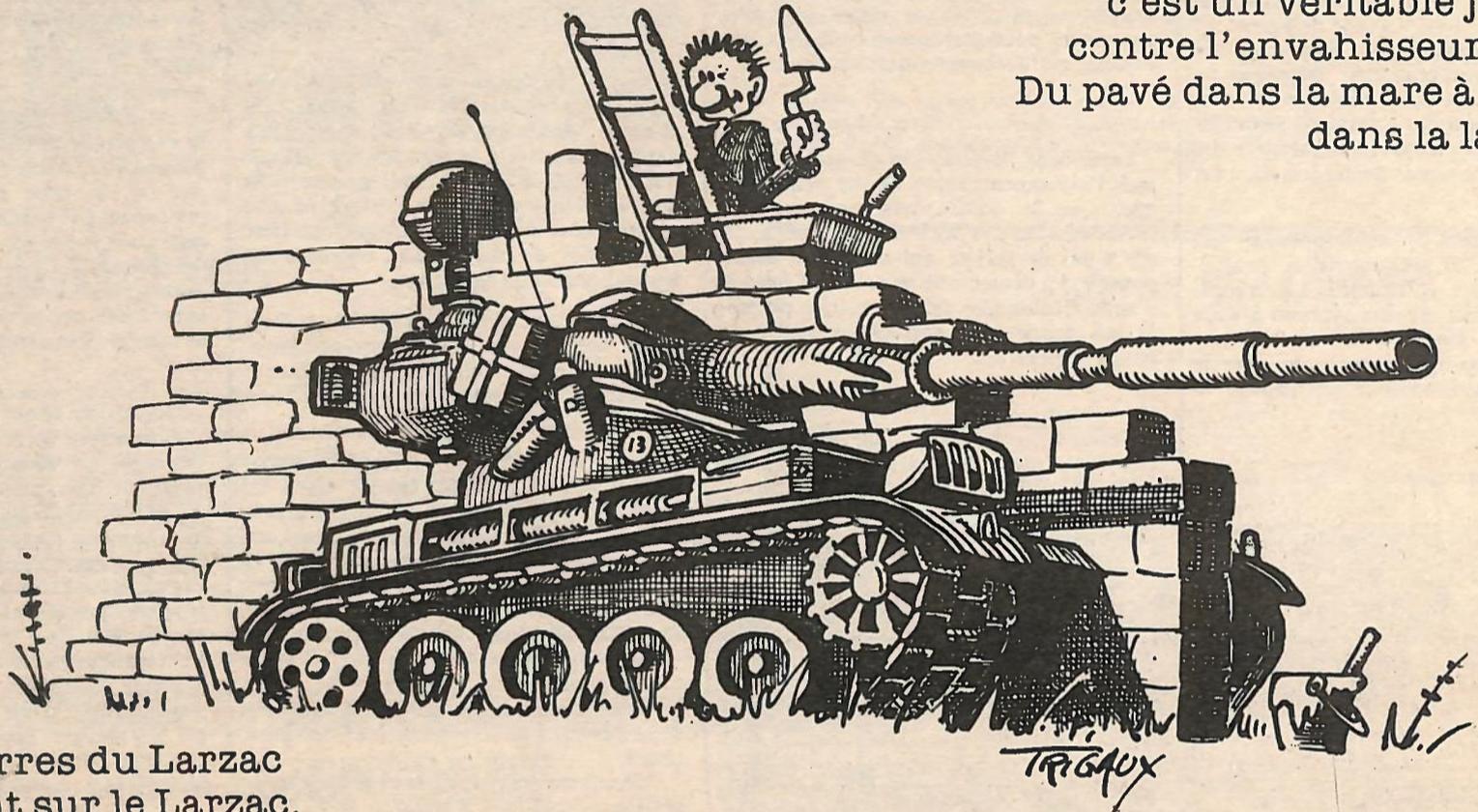
La librairie La Griffes, 5 rue St Gyphe, 69007 Lyon (Tél : 861.02.25) organise régulièrement des débats avec les auteurs de bouquins.

Si cela vous intéresse, vous pourrez rencontrer samedi 19 avril Alexandre Skirda, historien du mouvement révolutionnaire russe, autour de sa traduction de «de socialisme des intellectuels» de J.W. Makhaevki (Editions du Seuil).

Rebelote le 26 avril (toujours à 15 h) avec Jacques Baynac autour de son livre «des socialistes révolutionnaires en Russie» (chez Laffont). Le débat portera sur l'aspect historique du mouvement socialiste révolutionnaire et aussi sur le socialisme et le marxisme en Russie. L'actualité afghane, cambodgienne ou vietnamienne donne au socialisme russe une actualité brûlante.

Pierres vives

Quand les pierres du Larzac
travaillées, entassées
par des années
d'activités paysannes,
passent à l'action,
c'est un véritable jeu de gô
contre l'envahisseur kaki ...
Du pavé dans la mare à la lauze
dans la lavogne !



Les pierres du Larzac veillaient sur le Larzac.

Elles n'allaient pas tolérer plus longtemps ces militaires arrogants et leur quincaillerie bruyante et inutile.

Après tout, c'était leur affaire, car elles ne faisaient qu'un avec la vie même des hommes du plateau, des bêtes du plateau. Elles prêtaient leur cadre prestigieux aux ris, aux promenades et aux jeux. Elles offraient aux brebis les parcours rocaillieux où il faut chercher la mauvaise herbe, elles les accueillait dans les jasses cachées au creux des vallons. Depuis les temps les plus anciens, elles protégeaient la vie humaine contre la soif, le froid et le vent ; elles se changeaient en citernes avec leurs drains, en lauses grises et plates dont les courbes très douces dessinent les toits, en caselles perdues dans les touffes de buis pour abriter les bergers.

En elles, les Anciens et leur labour restaient présents sur le Larzac. Parfois avec la magnificence du clocher de St Martin, des tours à mâchicoulis laissés par les Templiers et les Hospitaliers, des chambres troglodytes sous la falaise des Baumes. Parfois avec l'infinie discrétion des rainures ciselées qui traversent une barre rocheuse au creux d'un étroit chemin forestier — rainures laissées par la roue ferrée des charrettes qui passaient exactement au même point, année après année, siècle après siècle, mémoire inscrite dans le roc, archives paysannes presque indélébiles.

Le Causse était fait de leur substance même, de leur propre chaire rocheuse. Chair évidée de grottes, d'aveus, d'abîmes, de tout un tréfonds souterrain. Dispersée avec art, distribuée avec une savante négligeable dans les chaos du Rajal ou de Turelune. Façonnée par la pluie et le vent, creusée d'alvéoles, hérissée de dentelures. Dressée fièrement comme les cheminées déhanchées qui se dandinent à l'entrée de La Blaquerie. Toujours la chair du Larzac.

Quand les pierres comprirent que les gens du Larzac n'en pouvaient plus, elles prirent les choses en main. Car ça ne pouvait vraiment plus durer. Les saillis de Montredon avaient pris feu encore une fois, sans doute à cause des tirs d'obus. La voiture de ramassage scolaire venait d'être heurtée dans un virage par un convoi militaire et culbutée en contrebas. On ne comptait plus les pneus crevés, les réservoirs d'essence sucrés, les balles de paille saccagées

dans les granges. Les hélicoptères passaient en rase-motte sur les parcours et le lait des brebis apeurées tarissait. Les mitrailleuses lourdes crépitaient sans préavis. Faute de voir aboutir la procédure d'expropriation qui traînait depuis quinze ans et plus, les militaires voulaient à tout prix décourager les paysans, les terroriser, les faire partir.

Mais les pierres n'auront pas besoin de se concerter longtemps pour agir.

Quand la lauze s'envola pour frapper de plein fouet le drapeau hissé sur le fortin de Cavaliès et le déchirer en lambeaux, le légionnaire de garde paraissant avec son képi blanc n'en crut pas ses yeux. Mais le signal était donné, les dalles massives cachées dans l'herbe, qui formaient l'aire de battage de l'ancienne ferme, surgirent soudain du sol et se laissèrent brusquement retomber sur les barbelés et les chevaux de frise défendant les accès. Les hommes sortirent en désordre, mais il était déjà trop tard pour fuir : les clapas encerclaient le fortin.

Labour après labour, les anciens avaient recueilli ces pierrailles une à une, et les avaient soigneusement rangées en bande le long des champs, en corbeilles, en buttes que les buis ornaient d'une couronne verte et rouille. D'un seul coup, cette énergie humaine accumulée dans les clapas depuis des générations reprenait vie. Imperceptiblement d'abord, puis d'un mouvement vigoureux, les pierres rampaient, se fondaient en flots puissants qui enserraient l'avant-poste, évitant avec précision les bâtiments de bois des jeunes agriculteurs voisins.

Les légionnaires se croyaient pourtant chez eux dans ces fortins établis dans des fermes achetées par l'armée et saccagées pour les rendre inutilisables. Ces vétérans avaient fait l'Algérie autrefois. L'occupation militaire, ils connaissaient ! Ils entendaient donner par leur présence une bonne leçon à ces paysans têtus. Mais à Cavaliès, devant cet implacable remblai rocheux surgi du fond des âges, la garnison n'eût que le temps de lancer un ultime S.O.S. par radio. Pour apprendre que les autres fortins, La Salvetat, Le Pinel, le Tournet, étaient submergés eux aussi par les pierres. Les assiégés durent se réfugier dans une cave qu'ils n'avaient pas

réussi à démolir malgré leur haine des paysans. Ils pouvaient remercier les Anciens pour la qualité de leurs voûtes.

Dans la même nuit sans lune, les énormes molosses rocheux qui sont pesamment assouplis à l'entrée de La Blaquière et qui gardent le village depuis les commencements du monde bondirent sur une colonne de tanks, qui faisaient mouvement entre Le Pinel et Le Seg ; ils l'anéantirent d'un coup de tête. Un convoi militaire qui regagnait le camp après avoir manœuvré dans les parages du Sot se retrouva immobilisé dans un fond de ravin : celui-là même, d'où avait surgi en décembre 1979 le juge de Rodez et ses cohortes-robots, pour effectuer une évaluation fictive des terres expropriées. Les arcs brisés qui soutiennent les toits voûtés des granges et des jasses du voisinage suivaient le convoi depuis quelques temps. Avec une adresse et une souplesse inattendues, ils sautaient d'un jambage sur l'autre et formaient autour des véhicules un lacs inextricable. Derrière eux se pressait l'infanterie multiforme des pierres de murets, des lauzes, des cadres de portes avec leurs « arcs en mitre », des claveaux de four à pain, des fenêtres à meneaux. D'un mouvement parfaitement coordonné, comme si les vieux maçons et les tailleurs de pierre d'autrefois dirigeaient encore leurs évolutions, elles s'ajustaient et s'emboîtaient autour des jeeps et des camions, ne laissant que l'espace nécessaire pour loger chacun d'eux — avec un conduit pour respirer : certains bidasses n'étaient quand même pas mauvais bougres !

Les pièces d'artillerie qui tiraient cette nuit-là autour de La Blaquière eurent moins de chance. Descendus de la falaise des Baumes, les bleus arrondis à la lourde allure d'extra-terrestres roulèrent sans bruit par le vallon de Combebrén et prirent les canons à revers avec une discipline toute militaire, le Roc Troncat quitta au même moment son alvéole et bloqua la voie en sens inverse. L'encercllement de l'adversaire une fois réalisé, les géants se penchèrent lentement les uns vers les autres, comme pour examiner de plus près ces absurdes mécaniques homicides. Inexorablement, les blocs se rapprochaient, les tôles pliaient, les chevilles se tordaient, les cabines s'écrasaient. Rien n'en resta qu'une chose innommable. Seule, la tige du plus

long canon pointait dérisoirement par l'orifice qui troue par le milieu le Roc Troncat, et à travers lequel tant d'enfants ont joué au retour de l'école de Saint Martin, par vent, soleil, neige ou pluie. Jusque-là, tout s'était passé dans un silence absolu. Les pierres et les rocs avaient manœuvré avec la souplesse et la légèreté que seule confère une parfaite connaissance du terrain. Les premières escarmouches avaient été des succès complets : on pouvait maintenant frapper le grand coup contre le camp central du Larzac, à La Cavalerie.

Les pierres se regroupèrent à La Blaquière devant la bergerie-cathédrale illégalement construite douze ans plus tôt par les paysans : de ce même point, s'était ébranlée en novembre 78 la Marche du Larzac, partie à pied jusqu'à Paris sur 710 km. A travers les buttes dénudées du Causse d'où bergers et troupeaux ont été chassés depuis si longtemps, elles s'enfoncèrent droit devant elles, dans le camp militaire. En un grand fracas rocheux, la coulée avançait d'une coulée régulière. Le bruit était extraordinaire. Sonnant fièrement, rabotant le sol, se cognant les unes aux autres occasionnellement, vibrant d'une note claire à l'avant, martelant sourdement les mouvements d'arrière-garde, les pierres roulaient de front vers La Cavalerie, dédaignant les effets de surprise et les manœuvres de débordement.

« Ici, chacun sait ce qu'il veut, ce qu'il fait, quand il passe ! ». Dans leur coude-à-coude fraternel, les pierres marchaient d'un pas égal. Rocs bruts du Rajal del Guorp et portails délicatement ouvragés de La Couvertoirade. Dolmens élevés pour apaiser le courroux du Ciel et pierres tombales dont le cœur de pierre dressé implore Jésus le Saint Sauveur. Des siècles de labeur acharné et de chaleur humaine, de vie quotidienne sévère et d'espaces de liberté marchaient avec elles, pour assurer une fois pour toutes l'avenir du Larzac.

D'un commun accord, les pierres avaient laissé trois d'entre elles prendre la tête de la Marche. L'ancien menhir christianisé et habillé en calvaire, la pierre « fichée » qui donne son nom au village militant de Pierrefiche-du-Larzac. La plaque de l'église de Saint Martin, honorant les morts de 1914-1918. La « fontaine » calcaire de la grotte de Baumescur, dont les vasques naturelles un peu blafardes se gonflent avec une générosité plantureuse. Volonté de rester debout, dénonciation de la guerre, confiance en la nature.

Le flot rocheux progressait toujours, contournant les lignes d'ormeaux qui annoncent La Cavalerie, ramassant au passage une lavogne et ses pierres plates où s'abreuvent les brebis, grondant au pied des fortifications templières du bourg. Le camp militaire fut écrasé en quelques minutes.

Les hommes pris de panique avaient eu le bon sens de fuir. Les officiers stoïques, en gants blancs, chantaient *La Marseillaise* face à l'inondation pierreuse... et disparurent, engloutis dans ces tourbillons de calcaire et de dolomie. Chaque fois que l'un d'eux tombait, un bloc monolithique où venaient autrefois boire bœufs et chevaux se penchait pour accueillir son dernier sommeil : honneur au courage malheureux ! Le colonel commandant le camp, tout raide au premier rang, fut frappé par une gouttière de pierre qui fit voler son képi d'un coup bien ajusté. Il se retrouva à plat ventre dans la lavogne qui le recracha de dégoût, et fut renvoyé dans une caselle rustique qui s'effondra sur lui. Comme un navire qui sombre sous les flots, le mât où flottait la croix de Malte, emblème glorieux du camp du Larzac, s'affaissa d'un coup, rongé par les pierrailles qui fourmillaient à sa base. C'en était fini. L'armée française avait perdu la bataille du Larzac, elle avait été vaincue par les pierres vives du Larzac, elle avait perdu le Larzac.

Alors ce fut la levée en masse des pierres venues au secours des hommes. Du Causse Noir, du Causse de Sauveterre, du Causse Méjean, du Causse Bégon, arrivaient sans discontinuer des Niagaras impétueux de rochers et de pierrailles, de lauzes et de pierres de taille. Et ce fut la fin de la Grande Motte, de la centrale nucléaire de Malville, du Canal à grand gabarit d'Alsace, du port pétrolier d'Antifer, des ateliers du Concorde et de tant d'autres prestigieuses inutilités. Ce fut le grand commencement ; ce fut le grand nettoyage pour faire place au grand nouveau. Les pierres vives avaient fait place à une vie nouvelle.

Jean Chesneaux

Note : Cette nouvelle est destinée au recueil de science-fiction préparé par Yves Frémion, et consacré aux luttes du Larzac. Ce recueil doit prochainement paraître aux éditions **Ponte-Mirone**.

1980 : Année du patrimoine

En retenant 3% de votre impôt
et en le versant aux paysans du Larzac,
vous tiendrez dans vos mains la pierre
qui va revivre cet été dans le petit hameau de la Blaquière».



Manifestation du 6 février à Montargis

C'est sur ce thème qu'une incitation au refus-redistribution de l'impôt continuera à se développer cette année en soutien à la lutte des paysans du Larzac. Pour organiser cette incitation les groupes « Refus-Redistribution de l'impôt 3% Larzac » se sont retrouvés les samedi 29 et dimanche 30 mars dernier à Montargis.

Cette rencontre était la 28ème depuis que l'action a été envisagée en décembre 1971. Depuis, elle n'a cessé de progresser, pour toujours suivre et servir les péripéties de la lutte des paysans du Larzac.

« Refusez de payer à l'Etat l'impôt qui lui servirait à racheter les terres du Larzac pour en faire un camp militaire inutile et donnez-le aux paysans du plateau pour qu'ils y développent l'agriculture », tel était le mot d'ordre en janvier 1973 quand l'incitation devint publique. Avec l'argent de l'impôt, les chantiers se sont multipliés. Ce fut d'abord la construction de la Bergerie de la Blaquière au cœur même des terres convoitées par l'armée. Puis en 1975 et 1976 ce furent : « Les chantiers : Réseau de Communication sur le Larzac » qui permirent aux paysans de s'organiser pour rester et vivre sur le plateau. En 1977 et 1978, c'étaient les constructions pour développer et consolider les installations de nouveaux exploitants agricoles dans des fermes que l'armée venait de racheter. Aujourd'hui, juridiquement, les paysans sont **dépropriés**, par l'Etat, des terres du Larzac. Si l'armée a réussi à renforcer ses positions sur le papier, les paysans quant à eux renforcent les leurs sur le terrain. C'est pourquoi tout le village de La Blaquière va être rénové au cours de chantiers organisés par les comités Larzac.

Actuellement, cinq maisons de ce village sont habitées. Un certain nombre de maisons actuellement inhabitées, se délabrent et les paysans du Larzac se battent pour faire classer ce village qui reste splendide aux yeux de tous les visiteurs. Le dossier dort actuellement dans les ministères de L'Armée qui veille sur son sommeil. Il ne fait aucun doute qu'en situation normale le classement aurait été accordé.

1980 a été déclarée année du patrimoine national. Notre patrimoine, au Larzac, nous le prenons très au sérieux !

C'est ce que les groupes refus-redistributions de l'impôt expliqueront aux habitants de leurs villes et de leurs villages le samedi 10 mai quand ils descendront dans la rue. L'invitation au citoyen sera

très simple puisque celui-ci sera alors appelé à payer son deuxième tiers provisionnel au fisc : « **En payant l'intégralité de votre impôt, vous n'obtiendrez que le vent des discours officiels et de leurs promesses sans cesse renouvelées et jamais tenues. En retenant 3% de votre impôt et en le versant aux paysans du Larzac, vous tiendrez dans vos mains la pierre qui va revivre cet été dans le petit hameau de La Blaquière** ». Déjà les groupes s'étaient manifestés dans la rue et devant leurs perceptions le 6 février dernier à l'occasion du paiement du premier tiers provisionnel. Cette année devrait voir aboutir une collaboration plus étroite entre les groupes « refus-redistribution de l'impôt » et l'ensemble des comités Larzac. Ces derniers ont pris en charge l'organisation des chantiers de l'été. Les premiers en appelant la population à verser une part de leur impôt à l'Association pour la Promotion de l'Agriculture sur le Larzac (APAL, Fon Vive, 12 100 Millau) contribueront à en trouver le financement.

En 1980 l'apport financier du refus de l'impôt à l'APAL devrait être de l'ordre de 200 000F ce qui correspond au résultat obtenu avec le premier tiers. Mais au-delà du simple apport financier, le refus-redistribution de l'impôt a une signification politique. Celle-ci n'a pas changé depuis le début de l'action. A notre 51ème rencontre, à Lyon en octobre 1972, nous expliquions : « Il s'agit d'inciter chacun à "prendre le pouvoir" sur la parcelle de responsabilité qu'il a. Essayer de faire entrer « La désobéissance civile » dans les mœurs politiques d'un pays, ce n'est pas sans poids politique pour l'avenir ».

Vincent Roussel

Renseignements : Vincent Roussel, Le Chesnoy, 45 200 Montargis.

Matériel : dossier explicatif (20 centimes) — Supplément à Gardarem Lo Larzac « Du bon usage de vos impôts » qui explique comment le refus de l'impôt a permis de renforcer la promotion de l'agriculture et la lutte contre l'emprise de l'armée. Il fait en particulier le point sur les réalisations de l'APAL (20 centimes) — Affiches « Ne payez pas vos impôts comme des moutons », « Mettez votre impôt dans un mouton » (50 centimes) — Enveloppes « Avis aux contribuables » (18F les 100) — Tampon « Refusez 3% de l'impôt pour le Larzac » (15F) — Alternatives Non-Violentes sur la désobéissance civile (10F) — prochainement un autocollant.

Laniez ou la stratégie de la peur

*Affaire Laniez :
après la cabale policière,
«Honneur de la police» prend le relais.
Laniez porte plainte.*

Le 23 mars 79, après six longs mois de préventive, Gérard Laniez, «Vieux» militant de Dunkerque, était condamné à de lourdes peines (1 an de prison, privation de droits civiques, interdiction de séjour dans six départements dont le sien, une amende de 100.000 F) pour... proxénétisme. Ce qu'il en est du «proxénétisme» de Gérard, nous vous l'avons déjà longuement raconté dans la GO (n° 257,). Marié à une femme, Joëlle, se prostituant occasionnellement, Gérard avait cependant ses propres revenus, le dossier de l'accusation était vide : un prospectus pour des voitures chères, quelques témoins qui se rétractent, ou viennent s'excuser auprès de Joëlle... La «cabale policière» est, par contre, évidente. Pour descendre un militant de longue date, après l'interdiction professionnelle (radiation de son poste d'enseignant à la suite du mouvement contre la loi Debré), la police avait trouvé le bon moyen, pensait-elle, pour isoler Gérard. La solidarité, pourtant, s'est développée : à Dunkerque, d'abord de la part de la CFDT, du PSU, du groupe femmes de la ville. A Paris, à l'initiative du mensuel Féministe Remue-ménage. Aujourd'hui dans son lieu d'exil, à Alès, Montpellier, Nîmes... Différents collectifs décidés à faire échec à cette cabale, à dénoncer une loi qui interdit toute vie privée aux femmes prostituées, et enfin à aider financièrement Gérard et Joëlle, qui ont du s'endetter pour éviter la contrainte par corps.

A Alès, les persécutions ont continué. Perséussions légales : Gérard fut le seul (sur 20 personnes) à être entendu par les flics pour une émission de la radio «fil à soi» du 27 janvier. Mais aussi, et c'est plus graves, des menaces anonymes, par téléphone de personnes se réclamant du groupe «Honneur à la police», qui s'est surtout rendu célèbre par le meurtre cet automne, de Pierre Goldmann. Avant même la sortie de prison de Gérard, une campagne de coups de fil anonymes commençait chez ses parents. On pensa alors à des gestes de «malveillances locales». Depuis, la nature des appels, et les très bons renseignements des correspondants anonymes, font penser

à une action délibérée et très organisée contre Gérard.

Quelques faits : le 24 septembre 79, Gérard reçoit un de ces appels (le deuxième pour lui) ; détail intéressant, le rendez-vous pour sa notification d'interdiction de séjour, prévu le 21 avait été reporté au 24 ; Gérard n'aurait donc pas du être à Dunkerque, il fallait être très bien informé pour être au courant de ce report de rendez-vous... Arrivé à Alès le 14 octobre (ils ignoraient eux-mêmes l'adresse des gens devant les héberger), Gérard et Joëlle sont appelés dès le 17 au matin. Plusieurs appels ont eu lieu le 20 mars, il était destiné à l'employeur de Joëlle. Celui-ci a saisi les mots «de la police», «proxénète», «femme Laniez», «vous avez 24 heures». La mère de Gérard a aussi reçu plusieurs menaces ; le 23 novembre le commissariat de Coudekerque-Branche, où elle habite reçoit un appel lui signalant le dépôt d'un engin explosif au domicile de celle-ci. Des journalistes de Libé et de Rouge ont également reçu des appels menaçants, à la suite d'articles qu'ils avaient fait sur cette affaire. Un journaliste de La voix du Nord a aussi eu droit à un de ces appels : «Si tu continues à le soutenir, on descend la femme Laniez». Tous ces éléments permettent de prendre ces menaces tout à fait au sérieux. C'est ce que pense Gérard, qui a porté plainte contre X, alors que sa mère adressait une lettre au maire et au commissariat de sa commune. Dénoncer cette «stratégie de la peur» est pour l'instant la meilleure protection...

V.M.

Le Réseau Uranium propose à l'initiative du GOUFFRE une réunion le 2 mai 1980, 14 heures à Lyon, ayant pour objet un échange de documentation des divers groupes luttant contre l'exploitation des mines d'uranium. L'adresse sera communiquée au cours de la réunion du CLE le vendredi Matin.



(on n'est pas rancunier)

«Le Pont» cest bon

Le Pont, bimestriel d'écologie pratique, après avoir lancé une nouvelle formule en janvier février 1979, qui lui a permis d'élargir sa diffusion jusqu'alors relativement confidentielle, se lance avec ses numéros 7 et 8 de février à mai 1980 dans l'analyse des produits biologiques. Initiative plus qu'intéressante qui va enfin permettre d'y voir plus clair dans ce marché non encore contrôlé. Que Choisir, 50 millions de consommateurs ne s'y arrêtant que fort peu.

Dans le numéro 7, onze jus de pommes biologiques ont été ainsi analysés. Pour le numéro 8 qui est en ce moment en vente chez les marchands de journaux quatorze farines ont été testées. Pour les farines le résultat des études est surprenant puisqu'aucune d'elles ne peut être qualifiée de strictement biologique.

Avec ces deux numéros Le Pont prend aussi une allure plus magazine. L'utilisation de la couleur, de photos, de dessins, une maquette nettement plus élaborée le rendent plus lisible. De nouvelles rubriques sont apparues notamment une rubrique bouquins conséquente, d'autres sur la presse et la musique.

Les dossiers techniques comme la construction d'un pressoir ou d'un chauffe eau solaire sont plus précis, les schémas sont plus explicatifs et mieux dessinés.

Le Pont est devenu aussi plus accessible pour un public non familiarisé avec l'écologie pratique en publiant des reportages, notamment sur des communautés qu'elles soient urbaines ou rurales.

«Le Pont doit devenir le support d'une écologie positive. Celui qui suivra de près toutes les expériences tentées en France et à l'étranger. Celui qui donnera des recettes que les lecteurs pourront affiner, améliorer et mettre en pratique immédiatement... Le Pont est une revue qui cherche par son contenu et sa démarche ce qui est positif de façon à compléter le combat écologiste trop souvent alourdi par une vie militante monotone, sclérosante et parfois inquiétante...» était-il écrit dans l'éditorial du numéro 1 de la nouvelle formule. Un an après qu'en est-il ? Un question-

naire destiné aux lecteurs publié dans le numéro 5, dont les résultats sont parus dans le numéro 7 apporte quelques éléments de réponses. 600 lecteurs (trices) ont renvoyé au Pont le questionnaire.

L'agriculture (12%) ... 51% d'entre eux possèdent une maison, 76% ont un jardin et 46% le cultive biologiquement. Comme quotidiens ils lisent régulièrement le journal local (16%), Le Monde (10%), Libération (10%) Comme hebdomadaire Le Canard Enchaîné (11%) arrive en tête juste devant le Nouvel-Observateur (9%). Que Choisir est lu par 15% des lecteurs, l'Impatient par 5%.

Les lecteurs du Pont ne sont pas sectaires. Ils lisent aussi les autres journaux écologistes, Le Sauvage (23%), La Gueule Ouverte (12%), Ecologie (8%), quant à Vert il n'a pas eu encore beaucoup d'adeptes (1,67%).

76% des lecteurs du Pont sont pour la participation des écologistes aux élections, 82% sont pour continuer le combat contre le nucléaire. «Au sujet du nucléaire on trouve d'ailleurs énormément de partisans du sabotage...» notent les rédacteurs du Pont qui ont dépouillé le questionnaire. Comme quoi les praticiens de l'écologie ne sont pas tous de gentils citoyens apolitiques...

Jean Luc Bennahmias

ouvelle rubrique.
à chacun
sa maison solaire

AVRIL - MAI / N° 8 / FRANCE 12 F
BELGIQUE : 73 F. B. / SUISSE : 6 F. S. / CANADA : \$ 2,95

Le Pont

Vous avez dit
farine
biologique ?

Le cresson
Le greffage
Le renard



«vivre l'écologie»

SUR-LE-TERRAIN

INSURGÉS

07 ARDECHE

BRUIT DE BOTTES

Le bruit de bottes qui se fait tragiquement entendre en de multiples points du globe (Tchad, Afghanistan, Centre Afrique, Cambodge) n'est pas inéluctable. Plusieurs associations (MAN, MDPL, Paysans Travailleurs, PSU) vous invitent le lundi 21 avril à la "Nuit des fêtes de Valence". A 18h30, montage audiovisuel : vente d'armes et militarisation. De 19 à 20h : discussion. A 20h30 : débat avec Jean Cardonel (écrivain dominicain, membre du NDPL).

29 FINISTERE

BON VENT. Dominique Rols, in-soumis à l'armée est passé devant le Conseil de Réforme le 19 mars. Réformé provisoirement il a été libéré le 20. Dominique remercie tous ceux qui l'ont toujours soutenu face à l'oppression militaire, par leurs lettres d'amitié, par leurs actions de soutien, lui apportant ainsi un peu de vent de l'extérieur. Le Comité de Lutte des Objecteurs de Brest rappelle que Dominique avait soutenu pendant plus d'un mois, une grève de la faim pour exiger sa libération. Nous lui souhaitons tous un bon rétablissement.

75 SEINE

NUL N'EST CENSÉ IGNORER LA LOI QUI OBLIGE A IGNORER L'INSOUMISSION. Le CLO Paris organise une réunion publique d'information sur l'objection-insoumission, le samedi 26 avril à 14h30 à l'AGECA 177 rue de Charonne Paris 11ème, métro Alexandre Dumas.

91 ESSONNE

OBJECTEURS AMATEURS D'INFUSIONS, si vous êtes intéressés par la restauration intérieure d'une église du 12ème siècle dans un bourg de l'Essonne (Champcueil) et par le temps de formation relative à la Défense que vous pourrez avoir au sein de l'Association (membre du comité de coordination pour le service civil) et dans d'autres groupes régionaux. Demandez des informations complémentaires aux Amis de Tilleul, 38 Grande Rue, Mondeville 91590 La Ferté-Alais. Tél : (1) 493.67.16

STAGES

46 LOT

ESCLAVAGE A DEFINIR
Une ferme en agro-biologie cherche un stagiaire (conditions de rémunération à définir) pour mai jusqu'à novembre. Bonne soupe, dodo confortable et vie de famille sont garantis. Sirejol Claude, Lamolayrette, Flaignac, 46170 Montratier.

50 MANCHE

PAS FIXES. Un jeune couple cherche à partir de juillet et pour 1,2 ou 6 mois des stages de bio, maraichage et/ou ovins-caprins et/ou apiculture. Ils aimeraient être logés, nourris (voir adresse ci-dessous).
POUR SE FIXER les mêmes cherchent une ferme : toute taille, toute situation, à petit prix de vente ou à louer. Ça urge.
C. Maupilé et T. Lettelier à la Huetière St Maur des Bois 50800 Villedieu.

La Gueule Ouverte n°308 du 16 avril 1980

PAPIERS

22 COTES DU N.

LE CANARD DE NANTES A BREST. Son éloge n'est plus à faire. Signalons simplement que son « suivi » des marées noires peut intéresser même les étrangers à la Bretagne. Abonnement 6 mois (26 numéros puisque c'est un hebdomadaire) 90F. BP 158, 48 Bd Clémenceau, 22204 Guingamp cédex.

30 GARD

LE CLINTON. Dans son numéro 255, «Le Clinton», hebdo Cénévol d'informations et d'opinions, présente un dossier intéressant sur le gisement de charbon de l'Adrech. «Le Clinton» est un bon petit canard alors, pardi des problèmes de sous ! Son adresse pour s'abonner c'est au 5 rue Canneau, 30140 Anduze. Pour la souscription, établir les chèques à l'ordre des «Amis du Clinton». Pour donner des informations, des articles il y a une boîte sur la façade de la mairie d'Alès (face au Capitole) et dans celles de la Grand'Combe et de Bessègues.

75 SEINE

LES QUATRE SAISONS DU JARDINAGE. Pour le petit amateur de binette, de triandine et de copucine anti-pucerons, il n'existe guère de périodique spécialisé. Ce petit nouveau semble pratique et agréable, sans nouveauté... A suivre. Abonnement pour un an, 65F à envoyer 11 rue de l'Abbé Grégoire 75006 Paris. Pour la Belgique, Chaussée de Louvain 1057 5971 Roux, Miroir, Incourt.

GROUPES CONTACTS

08 ARDENNES

AMNESTY INTERNATIONAL. Le groupe de Charleville-Mézières tiendra désormais ses permanences le 2ème mercredi de chaque mois de 17h à 19h dans la salle n° 4 de la maison de la ligue : 12 rue Bayard à Charleville.

47 LOT ET G.

CARAVANSERAIL. Une association (loi 1901) s'est créée à Tonneins. Elle a pour nom «La Gasalhada». Si vous êtes intéressés par l'écologie, le nucléaire, l'Occitanie, et si vous avez envie de vous remuer, alors nous vous attendons ! Réunion tous les samedis de 16 à 18 heures au 55 Cours de la Marne, Tonneins.

69 RHONE

AMNESTY INTERNATIONAL bis
Le groupe d'Oullins organise une réunion d'information sur ses buts et ses méthodes d'action : mercredi 23 avril à 20h30, à la MJC, rue Parmentier à Oullins.

75 SEINE

CONCERNES. Au cas où vous ne sauriez pas encore en quoi et comment le Tiers-Monde vous concerne, vous pouvez y réfléchir le samedi 19 avril à 14h, 3 rue de la Bûcherie, Paris, avec la commission Tiers-Monde des Amis de la Terre, le Mouvement d'Ecologie Politique, Vert Monde et Alternative Radicale

(ceux qui mènent campagne la mano in la mano et la stomacho pas plein avec les radicaux italiens). Deux questions intéressantes seront posées. Peut-on élaborer une alternative écologique à la situation actuelle ? Que peuvent faire les écologistes à court terme, après les assises de Lyon ?

75 SEINE

DES PREUVES. La justice quand elle est injuste doit être changée. Vous qui avez été victime du système judiciaire vous le savez. Des réformes doivent être obtenues. Faites nous connaître votre cas s'il peut apporter la preuve d'un abus de justice. Plus nous aurons de preuves plus il nous sera facile de proposer des réformes... et de les obtenir. Ecrivez-nous. Ligue pour la Justice. Honnête BP 52 75824 Paris cédex 17.

78 YVELINES

LES MONSTRES RÔDENT. Ils piaffent les ingénieurs et leurs machines autour du site d'Achères (Conflans Ste Honorine). N'attendons pas qu'ils aient entrepris quelque chose d'irréversible pour rendre efficace le collectif antinucléaire. Réunion préparatoire pour une fête écologique (sur le thème des énergies de remplacement) le vendredi 18 avril à 20h30 sur la Péniche de la Ville de Conflans, quoi de la République. Rien à craindre : c'est en face du commissariat !

88 VOSGES

SHOKING. Un groupe de femmes se réunira le mercredi 23 avril à 20h30 à la Coop «Pour le Cas Où...» 18 rue

Irène Joliot Curie à Epinal (88) pour échanger entre elles et voir ce qu'il est possible de faire ensemble. Oh ! Oh ! Oh !

89 YONNE

SENS DE L'OUÏE. Le collectif de la radio «Fri Sens» encore trop restreint, pour continuer d'émettre chaque mardi à 19h30 entre 100 et 106 Mhz a décidé de donner rendez-vous à ses auditeurs seulement une semaine sur deux. La prochaine émission aura donc lieu le mardi 16 avril, toujours à la même heure et sur la même fréquence.

93 SEINE ST DENIS

PERIMETRE D'IDEES. Le groupe AT, Val de Montmorency (périmètre d'Enghien, Montmorency, Herblay) a plein de belles idées mais manque de personnel ! Avis aux intéressés : contacter Jean-Pierre, 989.12.00 de 10h à 12h.

FOLK

La rédaction est submergée par des annonces de bals, soirées, stages de musique ou danse folk. Impossible d'entrer dans le détail. Renseignez vous au Folk Club Chalonnais, chez Marie-France Chapuis, 14 rue Félix Fieux, 71100 Châlons sur Saône pour les 17 et 18 mai... Pour le 19 avril, Foyer Rural CPIE 55160 Bouzée en Woëuvre, tél (29) 87.36.65. Dans la même région, les 25 et 27 avril, demandez donc à Marie-Claude Landfried ce qui se passe à la MJC de Rombas (57120), 48 rue de Villiers... A la même date des artisans exposent pas loin, au village de Lorry les Metz, tél (8) 731.15.68. Christian Lucy, lui, importe le Berry en Lorraine, précisément à Dieuze du 1er au 4 mai. Lui, il habite à la MJC MPT, impasse de la Madeleine, 57260 Dieuze...

Les Circauds

Oyé, 71610 St Julien de Civry
Tél : (85) 25 82 18

ECRITURE ET EXPRESSION. Ecrire devrait être aisé pour tous. Aussi facile que pour un enfant de jouer, de colorier, de rire. Ecrire c'est exprimer à partir de ce que l'on a vécu, de ce que l'on ressent. Ce week-end mènera à une recherche de soi, peut-être à des étonnements et à des déblocages d'émotions nécessaires pour aller plus loin. Avec Jean-Pierre Waguet. 26-27 avril. Participation : 250F.

TAI CHI CHUAN

Vu de l'extérieur c'est cette lente gymnastique que pratiquent les chinois dans la rue, vécu de l'intérieur c'est bien autre chose : méditation en mouvement, relaxation dynamique, travail de l'énergie vitale. Avec Jean-Pierre Cayrol du CEMD. Participation : 250F, 10-11 mai, 14-15 juin, 5-6 juillet.

DANSE CONTEMPORAINE

18-19-20 avril. Participation : 300F. 15-16-17-18 mai, 17-18-19-20 juillet, participation : 380F. Inscription : D. Wassart, 102 rue L.M. Nordmann 75013 Paris.

SIX DES PLUS BEAUX DESSINS SENSUELS ET COSMIQUES D'AULGE EXISTENT MAINTENANT EN AFFICHETTES GRAND FORMAT 40X 55 INTROUVABLES DANS LE COMMERCE

LE TIRAGE RESTE CONFIDENTIEL

LES IMAGES SONT ÉDITÉES SUR BEAU PAPIER, EN OFFSET DE QUALITÉ

L'ALBUM AULGE EST ÉGALEMENT À NOUVEAU DISPONIBLE

LES 6 AFFICHETTES 67F20

56 PAGES 21 X 30

VOUS POUVEZ COMMANDER SÉPARÉMENT CHAQUE DESSIN 12F80 PIÈCE * PRIX FRANCO DE PORT ENVOI SOUS TUPAK

30F00

* PRÉCISEZ LE NUMÉRO SUR VOTRE COMMANDE

Envoyez votre commande accompagnée de votre règlement à Jean Caillon, Le Vieux Bourg, 71 800 La Chapelle sous Dun. Sans oublier, bien sûr, la petite commission pour « La Gueule Ouverte » que Caillon ne manquera pas de nous retourner...

Subversion du futur?

« Lorsque l'enfant paraît,
le cercle de famille commence
à l'emmerder »

J. Prévert

SI, dans nos vieilles sociétés, par ailleurs toujours en quête de « nouveauté », apparaît, pour le meilleur ou pour le pire, un acte peu ou prou moderne, la panique s'installe. Lorsque la fièvre monte dans les rédactions, c'est une véritable analyse sauvage qui est pratiquée devant nos yeux, toujours moqueurs. Les agressions de Toulouse contre les firmes Philips, puis Honeywell-Bull ont suscité quelques réactions dignes de servir d'épithètes à notre temps.

A tout seigneur, tout honneur (1). L'homme-qui-n'en-savait-rien nous informe : « Les attentats commis à Toulouse contre des centres informatiques soulignent la vulnérabilité croissante de notre société ». Michel Poniatowski ajoute : « L'industrie du futur engendre également l'escroquerie et la subversion du futur ». Mettant en garde contre les nouvelles techniques de sabotage, il précise : « En 1990, plus de 50% des machines-outils feront partie d'un système intégré comportant le contrôle de l'outil par ordinateur ». Et il poursuit : « On devine facilement les conséquences d'un sabotage simultané des ordinateurs du contrôle aérien », pour conclure « se protéger contre ce péril est un vrai problème de société et il convient donc de développer les méthodes et les techniques, voire d'édicter une nouvelle législation qui protège l'informatique des méfaits de certains individus ».

Il est notable que dans ce texte le Prince-pas-au-courant, n'évoque pas les méfaits que l'informatique pourrait produire sur certains individus, il ne va pas cependant jusqu'à prétendre que les actions de Toulouse menacent les libertés, le poisson eût été peut-être un peu gros. En revanche, Pas-au-parfum-Ponia rappelle à tous les généreux idéologues de la fin de la lutte des classes où se situe selon lui l'enjeu : la production, machines-outils et contrôle aérien. Il traduit sur ce dernier point la contradiction de plus en plus aiguë d'un système qui dépossède les hommes (contrôleurs aériens) de leur pouvoir sur la production (possibilités de grève), au profit d'un pouvoir concentré, mais par la même rendu vulnérable.

L'appel à une répression « spécifique » n'est pas d'une folle originalité, sa formulation révèle cependant la myopie du prince sur la réalité : « Protéger l'informatique contre les méfaits de certains individus ».

L'informatique, kesako ? Il existe des programmes informatiques, des ordinateurs, des informaticiens, des programmeurs-analystes, des techniciens du bidule. L'informatique, c'est beaucoup de choses, beaucoup de gens, beaucoup de fonctions. Une calculatrice de poche, c'est de l'informatique, les fichiers GAMIN (2) et AUDASS aussi. Les mauvais esprits, d'ailleurs, pourraient croire que l'informatique étant partout, le Prince-c'est-pas-moi-c'est-Ducret, veut surveiller tout et tout protéger.

Les individus commettent des méfaits. Conception antédiluvienne du droit et de l'action. S'il apparaît au contraire un facteur nouveau, c'est que, quelle que soit la signature, CLODO ou OAD, il s'agit d'un groupe limité sans connexion extérieure et compétent dans sa partie. Ni des « individus », ni une « organisation clandestine », une nouvelle opposition est née : le groupe ad-hoc.

L'assimilation du nouveau à l'ancien ne tarde pas. Monsieur M.A. Muret, dans le *Quotidien de Paris* du 10 avril, titre sans rire son papier « Le terrorisme s'attaque à l'ordinateur ». Le terrorisme, fichtre, pas moins. On aimerait bien savoir de temps en temps ce que les mots veulent dire. Le terrorisme, c'est l'action de répandre la terreur dans les esprits. Qui, s'est senti terrorisé devant une violence scientifiquement calculée et s'exerçant sur des objets inanimés ?

A moins précisément que pour nos exégètes, ces objets inanimés n'ont une âme. Il se trouve que cette âme, on la connaît : l'organisation maximale du contrôle sur la production, les producteurs et les citoyens. Ce qui nous terrorise, nous, ce sont les incessantes tentatives de prise en mains par l'Etat du moindre de nos gestes, de la naissance à la mort. Ce qui nous terrorise, nous, c'est que comme pour les centrales nucléaires (comme le relève justement Pierre

Drouin dans *Le Monde* du 11 avril) dans un cas comme dans l'autre, des décisions irréversibles sont prises sans nous demander en aucune façon notre avis. Ce qui nous terrorise aussi, c'est la pratique, élevée au rang de déontologie qu'est l'amalgame permanent et sauvage de tout avec n'importe quoi. La fiction grotesque d'une ramification française des Brigades Rouges (3) n'ayant tenu que le temps nécessaire à trois gros titres, il faut bien trouver autre chose pour faire passer le temps à ceux qui préfèrent que l'on parle d'autre chose que du lent pourrissement du giscardisme sur le déclin.

Le plus extraordinaire dans cette histoire, ce sont les attitudes proprement magiques des pouvoirs et de l'opinion établis. Confrontés à une invention de leurs adversaires (ou plutôt d'une frange de ceux-ci), ils ne savent que crier : « Terroristes, passésistes, obscurantistes ». Il est vrai que s'ils étaient capables de produire autre chose que de l'invective, ils seraient aptes à répondre autrement que par la répression. D'un point de vue « objectif », ce serait un progrès,

mais du point de vue esthétique, la grande tradition du comique français y perdrait... et ce serait bien dommage.

Jacques Thibault

(1) Grâce à l'affaire De Broglie, après le bonnet d'âne, voici le Bonnet-d'Honneur.

(2) GAMIN : Gestion Automatisée de la Médecine Infantile. AUDASS : Automatisation de la Délégation Départementale à l'Action Sanitaire et Sociale.

(3) cf l'article de Valérie Marange dans le dernier numéro de *La Gueule Ouverte*.

On lira avec profit le dossier, bourré d'information : Qui a peur de l'informatique ? dans *Remue-Ménage* n°5, mars-avril 1980 (Correspondance : Nicole Canto, 20 rue d'Hauteville, 75 010 Paris).